

Rapport de Branche

Du travail temporaire

Rapport 2019 sur les données 2018

SOMMAIRE

SOURCES ET METHODES	4 à 5
1 BILAN ECONOMIQUE.....	6
1.1 L'EMPLOI INTERIMAIRE	7 à 12
1.2 LA MASSE SALARIALE DE LA PROFESSION	12
1.3 L'ACTIVITÉ DE RECRUTEMENT	12 à 13
2 LES SALAIRES PERMANENTS	14
2.1 LES EFFECTIFS AU 31.12.2018	15
2.2 LA STRUCTURE DES EFFECTIFS	16 à 23
2.3 LES MOUVEMENTS DU PERSONNEL.....	24 à 27
2.4 CONDITIONS D'EXERCICE DU TRAVAIL	28 à 31
2.5 SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL.....	32 à 33
2.6 LA FORMATION.....	34 à 35
2.7 LES REMUNERATIONS	36
3 LES SALARIÉS INTÉRIMAIRES.....	37
3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES	38 à 49
3.2 LES MISSIONS ET L'EMPLOI EN INTERIM EN 2018	50 à 53
3.3 LES SALAIRES EN CDI INTERIMAIRE	54 à 56
4. ANNEXES	57

La Branche et ses salariés

Cette édition du **rapport de branche du travail temporaire** propose un état des lieux de la profession à l'issue de **l'année 2018**

Le poids économique de la profession

Les salariés permanents

Les salariés intérimaires

Plusieurs sources sont utilisées pour la production de ce rapport, permettant de multiplier les angles d'analyse (ETP, individus, heures, régions, départements, etc).

Sources et méthode : les bilans sociaux

Phase préliminaire

- Collecte des informations disponibles (INSEE ; DARES, PRISM'EMPLOI, XERFI / I+C, FASTT...)
- Préparation des fichiers d'interrogation et des indicateurs

Collecte des bilans sociaux

- Sollicitation des entreprises pour obtenir leurs bilans sociaux (routage du mail de participation par PRISM'EMPLOI)
- Relances téléphoniques et e-mails
- **71** participations collectées
- Représentativité de l'échantillon : **68 %** en termes de salariés

Saisie

- Création d'une base de données à partir des indicateurs communs aux bilans sociaux collectés

Traitement - Analyse

- Traitement statistique des informations et analyse des résultats
- Rédaction et présentation du rapport

Fichier PRISM'EMPLOI : 600 entreprises

Entreprises de 300 salariés et plus

Entreprises de moins de 300 salariés

Entreprises réalisant un bilan social :

3 % du fichier

Entreprises structurées en multiples structures de moins de 300 salariés et ne réalisant pas de bilan social :

7 % du fichier

Entreprises ne réalisant pas de bilan social :

90 % du fichier

16 participations
(17 participations)

11 participations via une trame Excel regroupant les indicateurs d'un bilan social (12 participations)
Et **44 participations** via un questionnaire plus accessible regroupant les principaux indicateurs

soit **71** participations permettant d'aboutir à un taux de représentativité de **68 %** en termes de salariés
(79 participations pour 69 % de représentativité)

Sources et méthode : les données de la mutuelle

Les indicateurs issus du concentrateur d'heures géré par S2H ont été transmis à l'OIR.

Les données sont quasi exhaustives et représentent près de 98% des salariés intérimaires.

Cette source nouvelle (depuis 2016) permet de dresser un panorama précis des heures travaillées par les intérimaires en fonction de leur âge, leur sexe, leur localisation géographique. Elle permet également une analyse de la saisonnalité de l'emploi dans l'intérim.

Comme en 2017, les intérimaires sont comptés **individuellement** dans ces indicateurs, et non en ETP (équivalent temps plein) comme c'est le cas dans les données de la Dares.

Cette source nous permet ainsi d'avoir une vision de la réalité de l'emploi des personnes en intérim en 2018. Des évolutions annuelles pourront être présentées dans les années à venir.

Sources et méthode : les données de la Dares

Historiquement, pour construire les statistiques de l'intérim, la Dares exploitait les relevés mensuels de mission (RMM) adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire. Depuis mi-2016, cette source historique est progressivement remplacée par la nouvelle déclaration sociale nominative (DSN). À partir de ces informations, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent désormais les CDI intérimaires.

Nous avons utilisé des données Dares pour les indicateurs suivants :

- le nombre de CDI intérimaires en fin de mois
- le volume de travail temporaire (en ETP au cours du mois) par secteur d'activité
- les contrats conclus au cours du mois
- le taux de recours au travail temporaire

Sources et méthode : autres sources

Indicateur XERFI/ I+C pour les recrutements : enquête annuelle auprès des ETT proposant un service de recrutement adhérentes à Prism'emploi.

Source : Prism'emploi

1. Bilan économique

1.1 L'EMPLOI INTERIMAIRE

En 2018, la croissance du PIB est de 1,7%, celle de l'emploi intérimaire est de 1,8%.

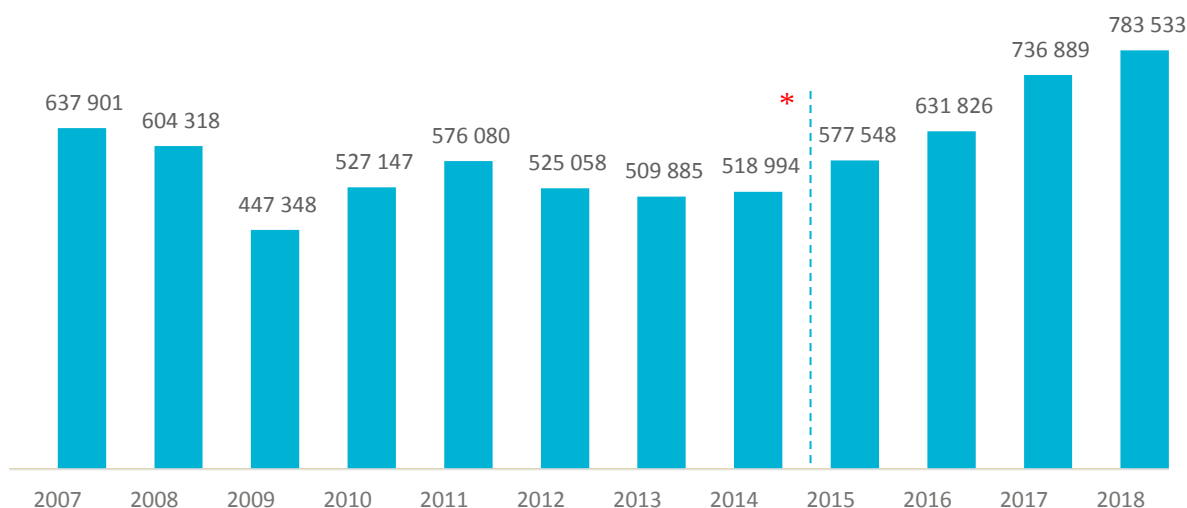


Source : Insee/Dares

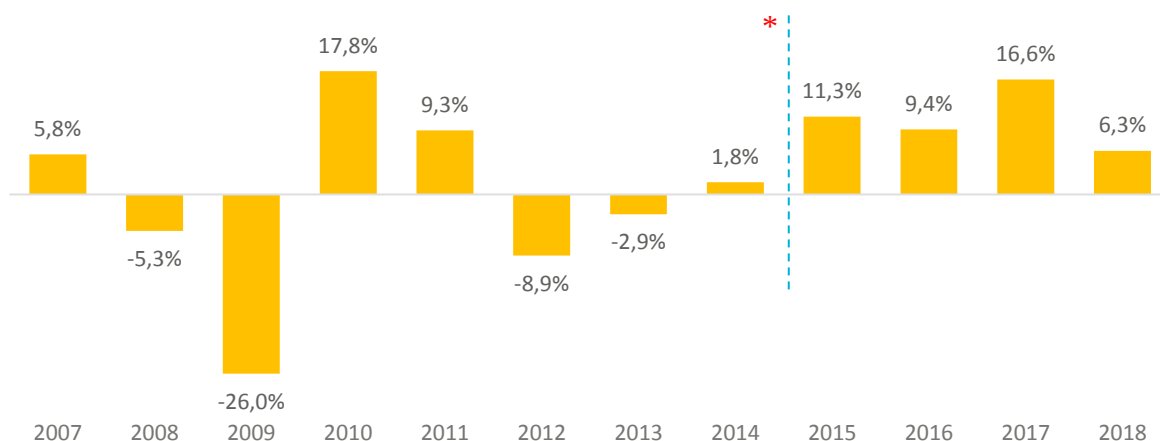
*PIB en volume (prix chaînés, base 2000)

1.1 L'EMPLOI INTERIMAIRE

Nombre d'équivalents temps plein en intérim



Evolution annuelle du nombre d'emplois équivalents temps plein



Source : Dares

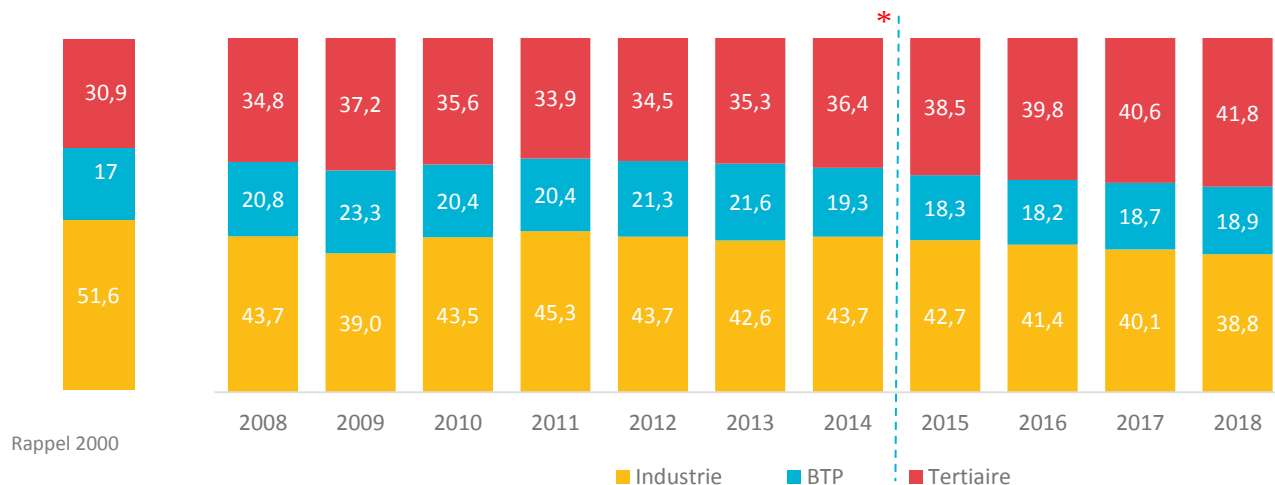
*Suite à l'intégration de la Déclaration Sociale nominative (DSN), les séries statistiques ont été révisées à partir de 2015

1.1 L'EMPLOI INTERIMAIRE

Au cours des 18 dernières années, la part de l'industrie a diminué de près de 13 points.

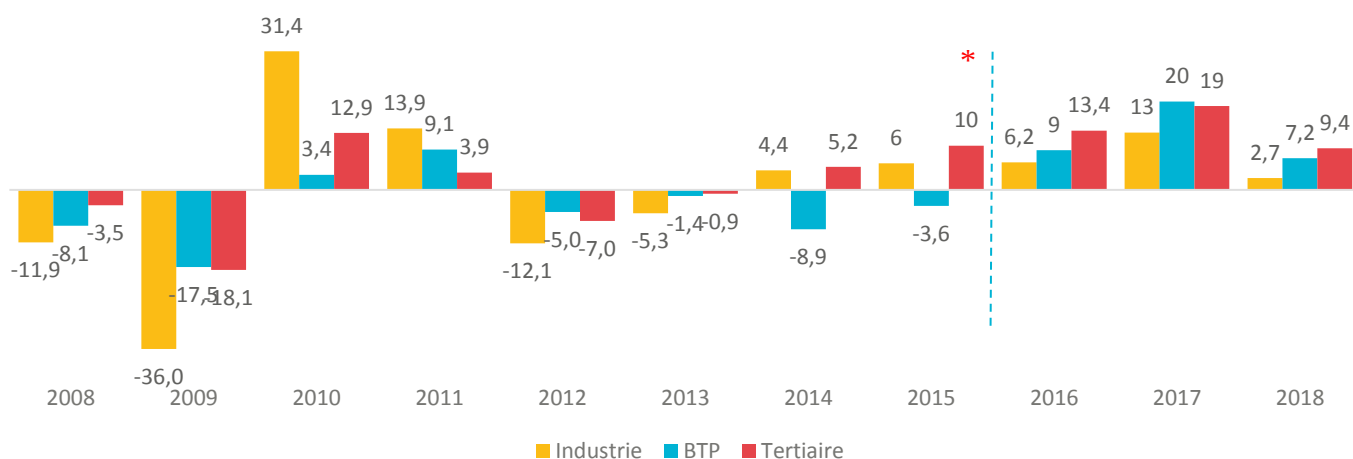
Dans le même temps, la part du tertiaire s'est accrue d'environ 11 points, celle du BTP de 2 points.

Répartition de l'emploi intérimaire par secteur (%)



Source : Dares

Taux d'évolution annuel de l'emploi intérimaire par secteur (%)



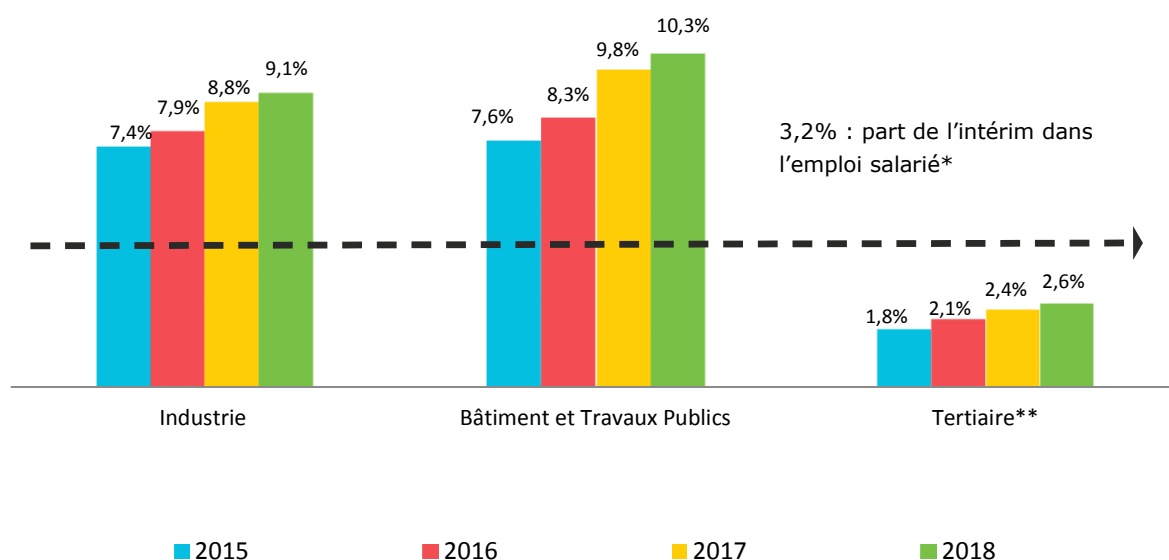
Source : Dares

*Suite à l'intégration de la Déclaration Sociale nominative (DSN), les séries statistiques ont été révisées à partir de 2015

1.1 L'EMPLOI INTERIMAIRE

En 2018, la part de l'intérim dans l'emploi salarié* s'élève à 3,2% contre 3% en 2017.

Taux de recours à l'intérim par grand secteur de 2015 à 2018



Source : Dares

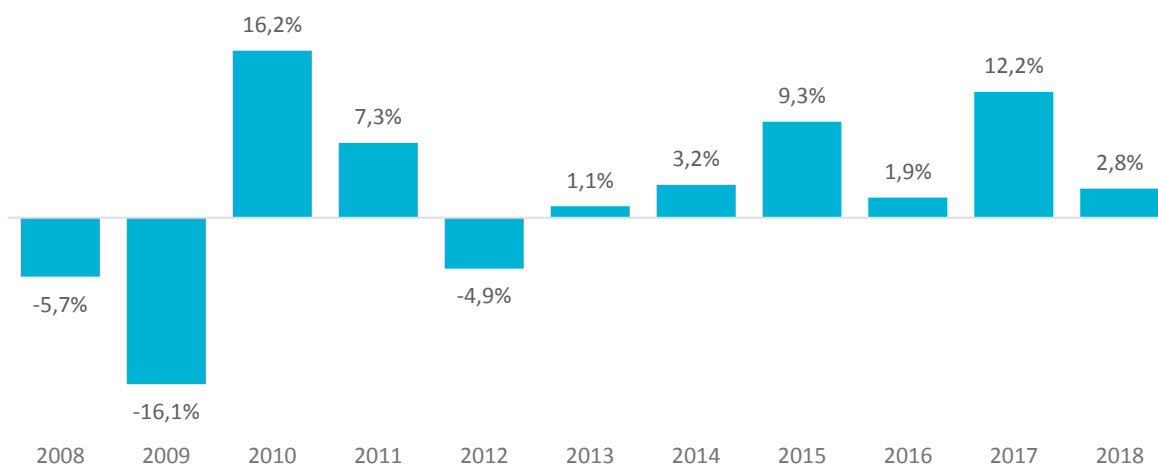
***Emploi salarié** : estimation trimestrielle Acoess-Dares-Insee. Il couvre tous les secteurs d'activité, en dehors des activités extraterritoriales, et porte sur le champ de la France hors Mayotte.

** **Tertiaire**: tertiaire marchand à l'exclusion du secteur « administration publique ».

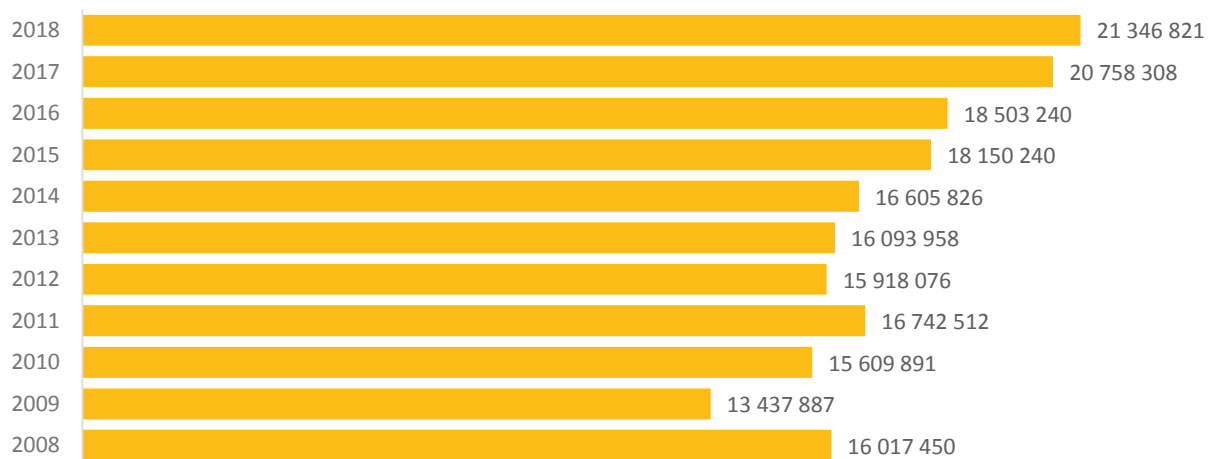
1.1 L'EMPLOI INTERIMAIRE

En 2018, le nombre de contrats conclus croît de 2,8%.

Evolution du nombre de contrats conclus



Nombre de contrats conclus*



Source : Dares

* Contrats conclus au cours du mois : missions dont la date de début appartient au mois.

1.2 LA MASSE SALARIALE DE LA PROFESSION

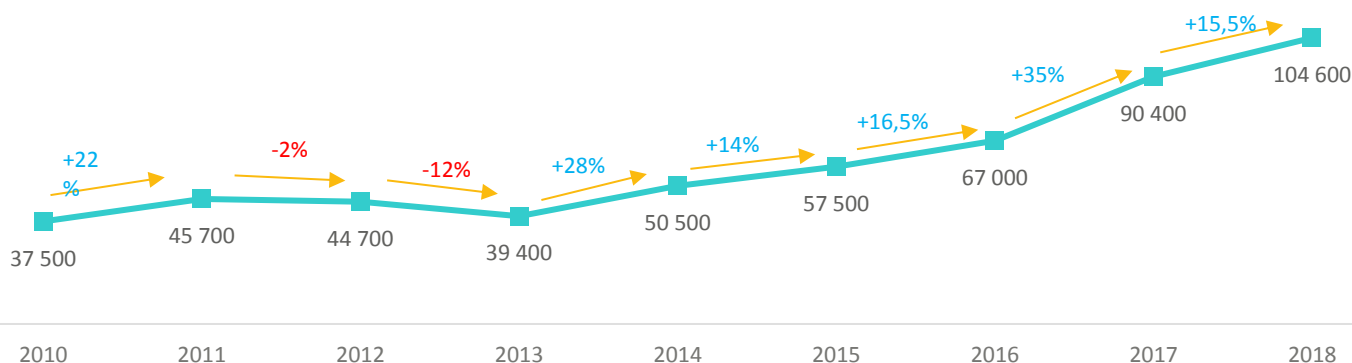
Masse salariale Du Travail Temporaire	€
2015	16 029 600 087
2016	17 644 676 216
2017	20 093 160 269
2018*	21 692 186 410

*En 2018, la masse salariale est constituée à 93% par celle des salariés intérimaires et 7% par celle des salariés permanents

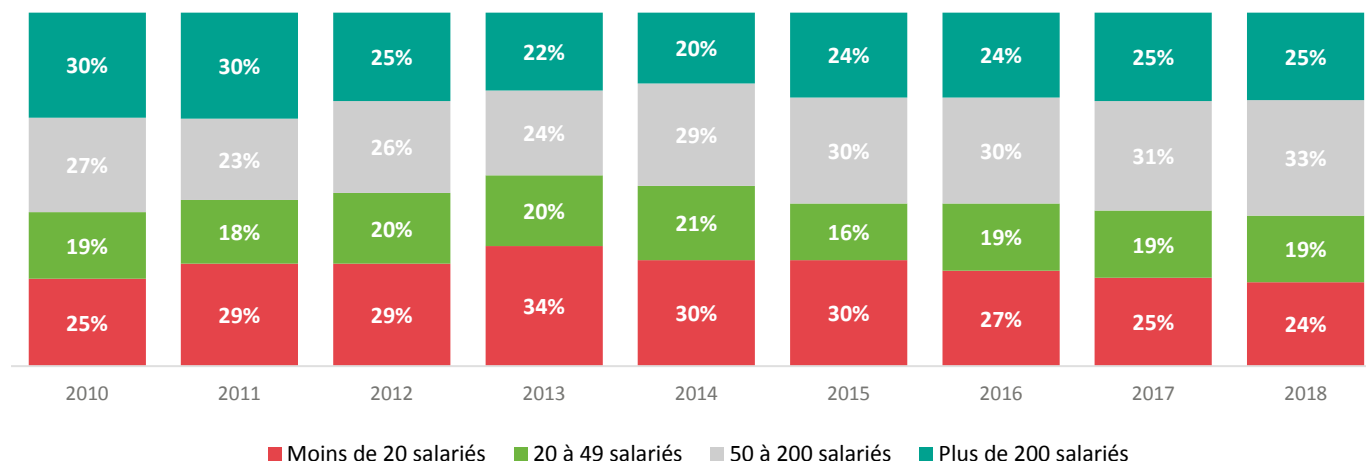
1.3 L'ACTIVITÉ DE RECRUTEMENT

En 2018, les agences d'emploi ont réalisé 104 600 recrutements. Il s'agit des recrutements en CDD et CDI réalisés par les agences d'emploi (hors filiales dédiées) en 2018. Le chiffre d'affaires de l'activité de recrutement s'élève à 265 millions d'euros.

Evolution annuelle de l'activité recrutement

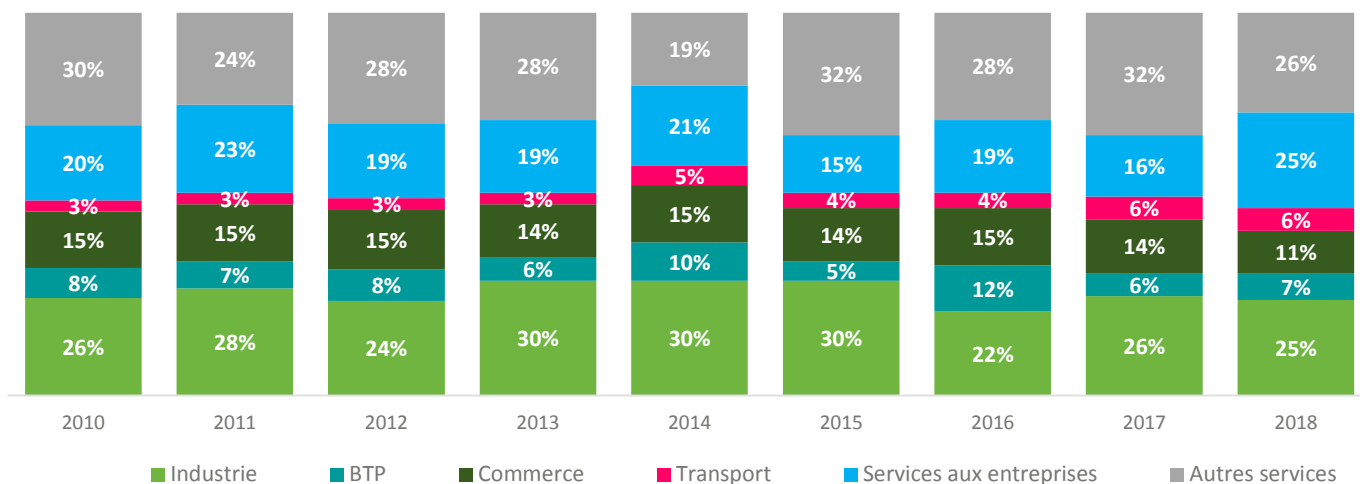


Répartition du nombre de recrutements selon la taille des établissements de 2010 à 2018



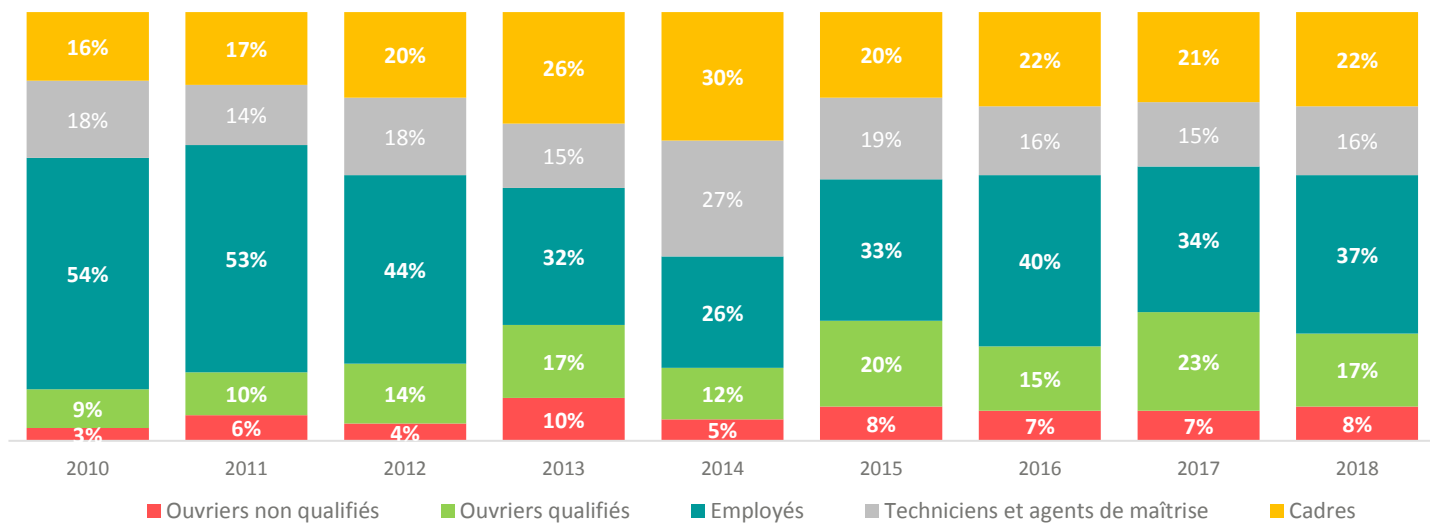
1.3 L'ACTIVITÉ DE RECRUTEMENT

Répartition du nombre de recrutements selon le secteur d'activité de 2010 à 2018



Source : XERFI/I+C

Répartition des candidats recrutés selon leur qualification de 2010 à 2018



Source : XERFI/I+C

2. Les salariés permanents

Les salariés dits « permanents » sont les professionnels du recrutement et de l'intérim travaillant de façon fixe (non intérimaire) dans les agences d'emploi ou les sièges sociaux des ETT.

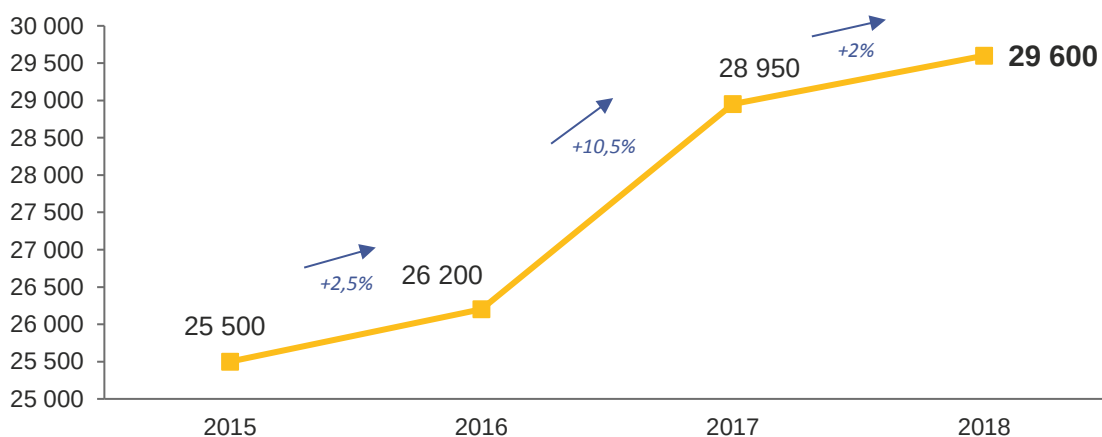
29 600 salariés permanents

Nombre de salariés permanents présents au 31.12.2018,
soit un effectif moyen mensuel de 28 360



Évolution du nombre de
permanents 2018/2017

Evolution 2015-2018 du nombre de salariés permanents présents au 31.12



200 travailleurs extérieurs (prestataires)

Nombre de travailleurs extérieurs dans la profession en 2018 (220 en 2017)

11 100 stagiaires

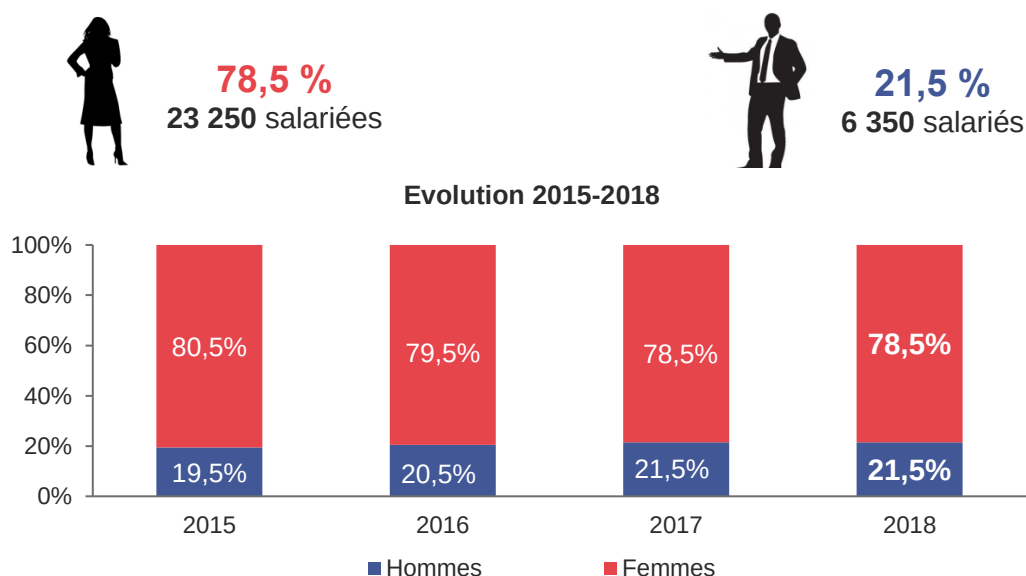
Nombre de jeunes ayant été stagiaires **au moins un jour en 2018 dans la branche** comprenant des stages très diversifiés en termes de durée allant des stages d'observation de quelques jours (3^{ème}) aux stages de fin d'études de plusieurs mois (Licence – Master)
(7100 en 2017)

Selon le sexe et la CSP

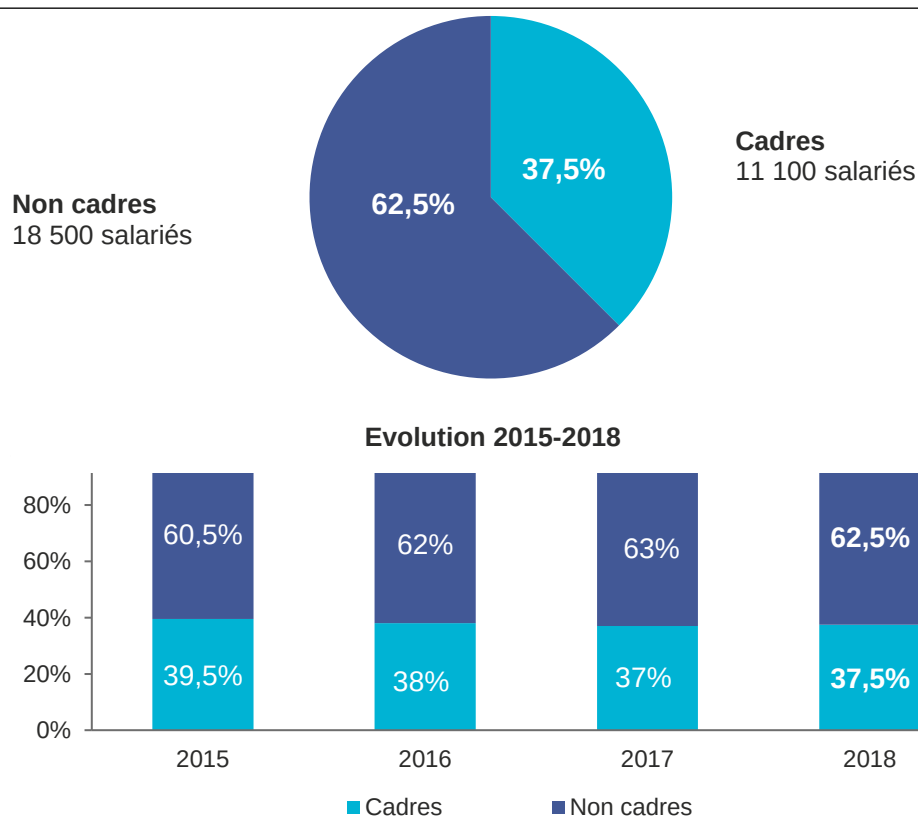
La profession atteint plus de 29 500 salariés permanents au 31.12.2018, ce qui correspond à une progression de 2% par rapport à 2017 et de 13% par rapport à 2016.

A un an d'intervalle, la répartition des salariés permanents selon leur sexe reste identique et les femmes demeurent nettement majoritaires. La part de cadres se renforce légèrement (+ 0,5 point). Pour autant, si 57% des hommes sont cadres, seulement 32% des femmes sont dans ce cas.

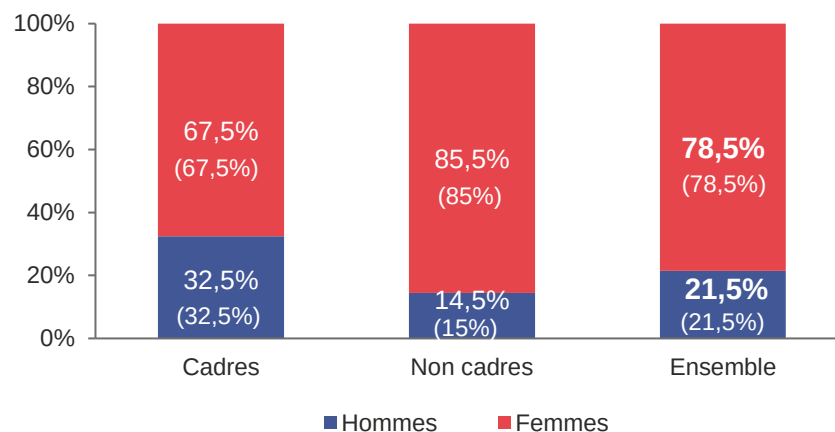
Répartition des salariés permanents présents au 31.12.2018 selon leur sexe



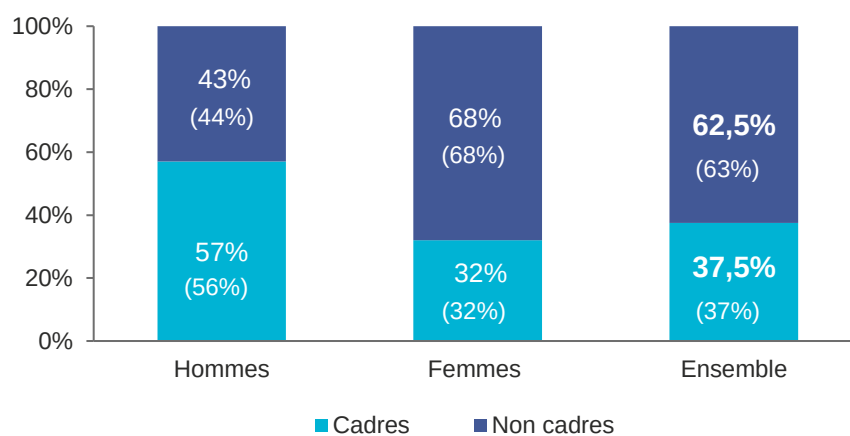
Répartition des salariés permanents présents en fin d'année 2018 selon leur CSP



Sexe selon la CSP des salariés permanents



CSP selon le sexe des salariés permanents



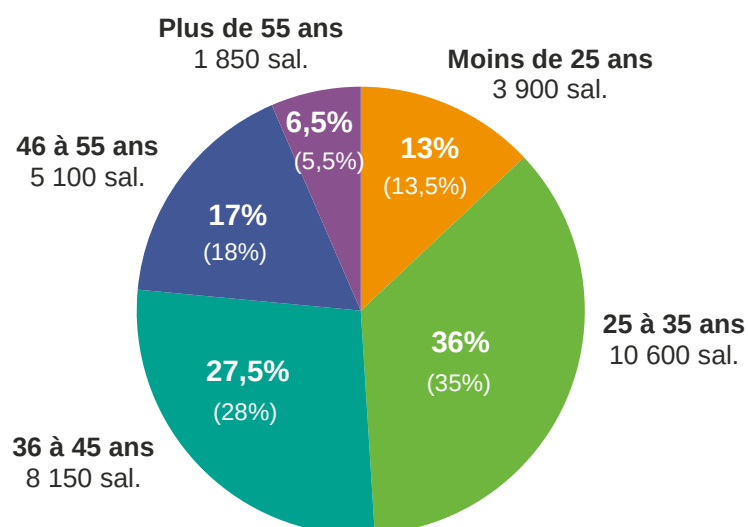
Figurent entre parenthèses les données 2017

2.2 LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

Selon l'âge

L'âge moyen reste stable en 2018 et s'élève à 37 ans au 31.12. Près de la moitié des salariés permanents (49% exactement) a moins de 36 ans. La part des salariés permanents de plus de 55 ans s'est légèrement renforcée à un an d'intervalle (+ 1 point).

Répartition des salariés permanents présents au 31.12.2018 selon leur âge

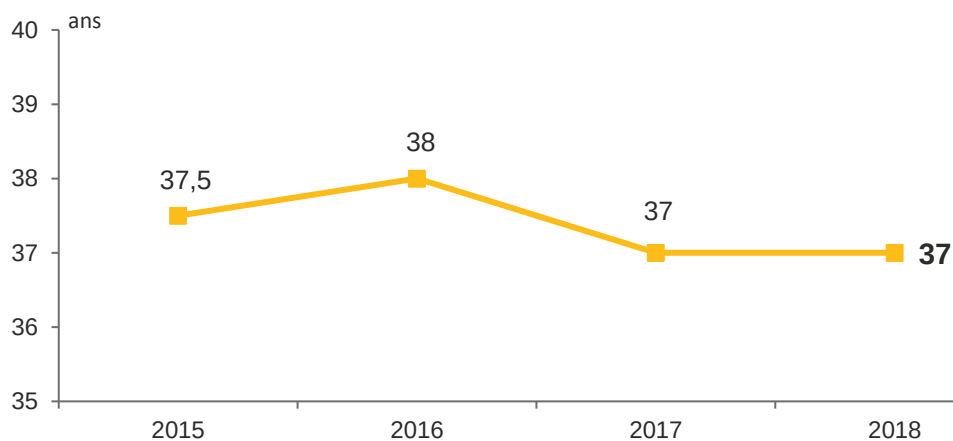


Figurent entre parenthèses les données 2017

37 ans

Âge moyen des salariés permanents présents au 31.12.2018

Evolution 2015-2018 de l'âge moyen des salariés permanents présents au 31.12

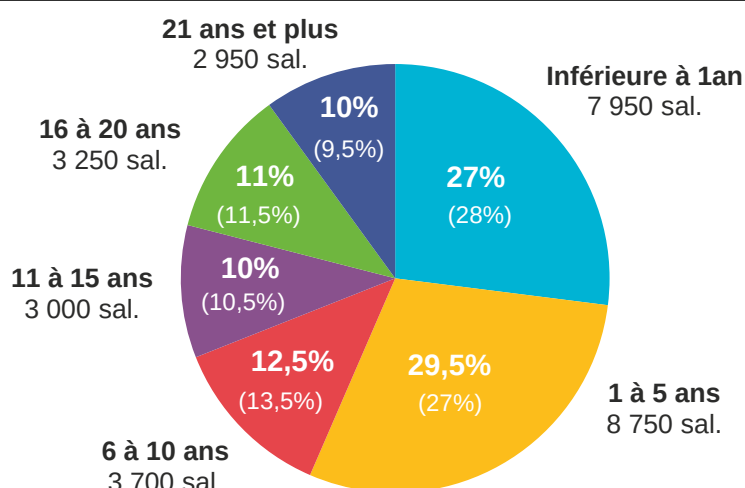


2.2 LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

Selon l'ancienneté

L'ancienneté moyenne des salariés permanents est de 8 ans au 31.12.2018. Seuls 21% des permanents ont plus de 15 ans d'ancienneté, contre 29,5% qui ont entre 1 et 5 ans d'ancienneté. Les cadres conservent une ancienneté (11 ans) nettement supérieure à celle des non cadres (6 ans).

Répartition des salariés permanents présents au 31.12.2018 selon leur ancienneté



Figurent entre parenthèses les données 2017

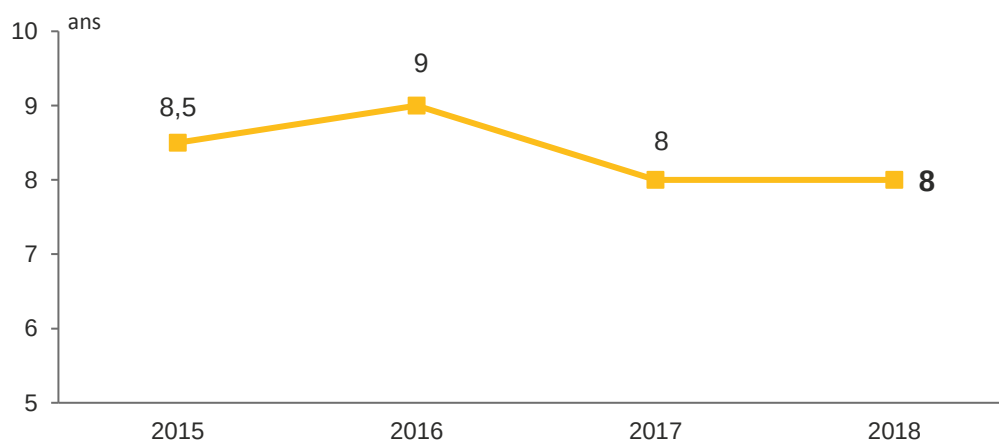
8 ans

Ancienneté moyenne des salariés permanents
présents au 31.12.2018

Ancienneté moyenne
selon la CSP des permanents

Cadres	11 ans
Non cadres	6 ans
Ensemble	8 ans

Evolution 2015-2018 de l'ancienneté moyenne des salariés permanents présents au 31.12

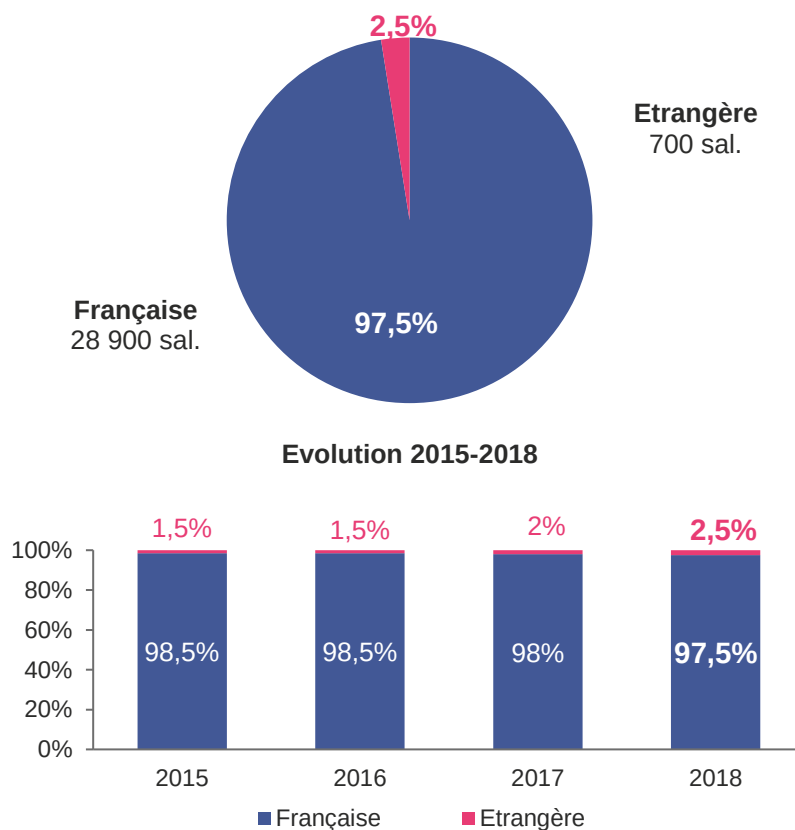


2.2 LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

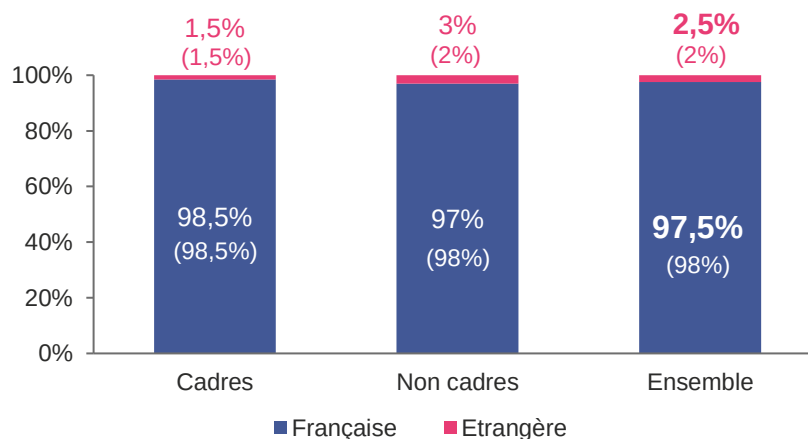
Selon la nationalité

Comme précédemment, la quasi-totalité des travailleurs permanents a la nationalité française (97,5%). La part de salariés étrangers reste très légèrement supérieure parmi les non cadres.

Répartition des salariés permanents présents au 31.12.2018 selon leur nationalité



Nationalité selon la CSP des permanents



Figurent entre parenthèses les données 2017

2.2 LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

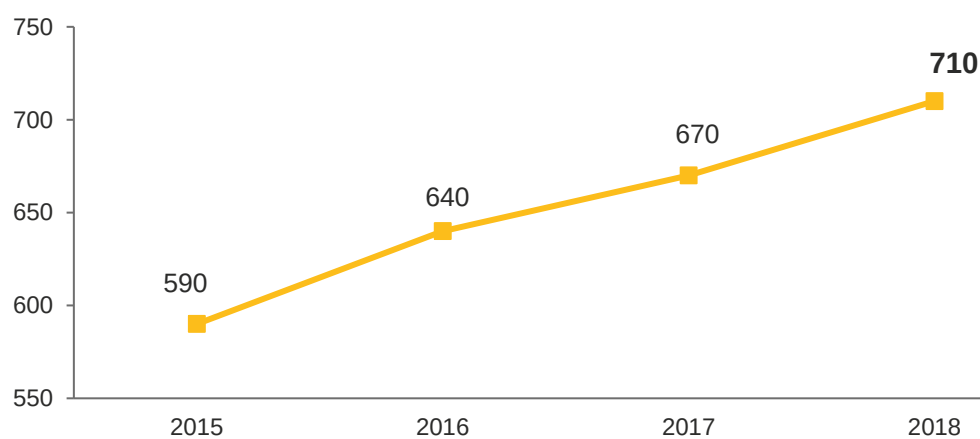
Salariés en situation de handicap

710 salariés handicapés

Soit **2,4%** des salariés présents au 31.12.2018 (2,3% en 2017)

Avec 710 salariés au 31.12.2018, la proportion de salariés handicapés s'établit à 2,4 % de l'effectif total contre 2,3 % un an auparavant.

Evolution 2015-2018 du nombre salariés handicapés présents au 31.12



0%

Proportion de salariés handicapés suite à un accident de travail

2.2 LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

Selon leur niveau de classification

Répartition des salariés permanents présents au 31.12.2018 selon leur niveau

Niveau A	1 %	(1 %)
Niveau B	3,5 %	(2,5 %)
Niveau C	24,5 %	(23 %)
Niveau D	10 %	(11,5 %)
Niveau E	22 %	(21 %)
Niveau F	7,5 %	(7,5 %)
Niveau G	18 %	(20 %)
Niveau H	5,5 %	(6 %)
Niveau I	3 %	(3 %)
Niveau J	3 %	(3 %)
Niveau K	1,5 %	(1 %)
Niveau L	0,5 %	(0,5 %)
Niveau M	< 0,5 %	(< 0,5 %)
Ensemble	100 %	(100 %)

Pour consulter la grille des emplois-repères de la classification, se référer aux annexes p.70.

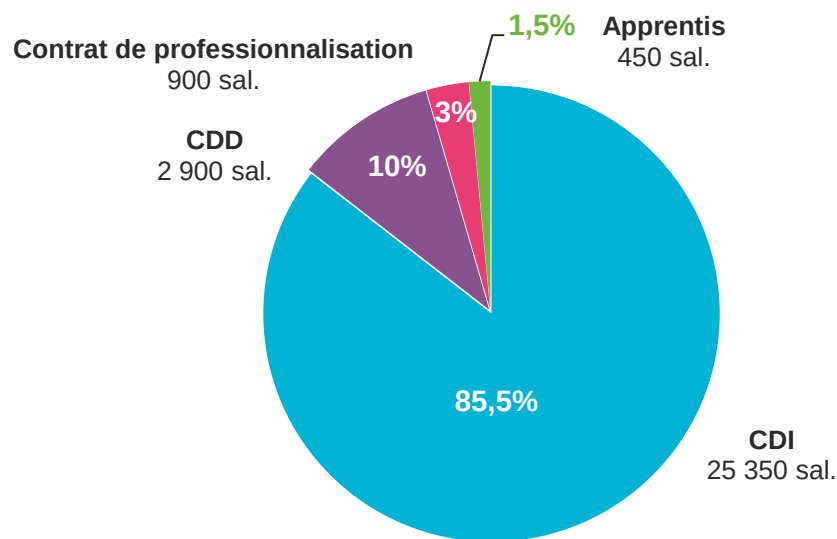
Figurent entre parenthèses les données 2017

2.2 LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

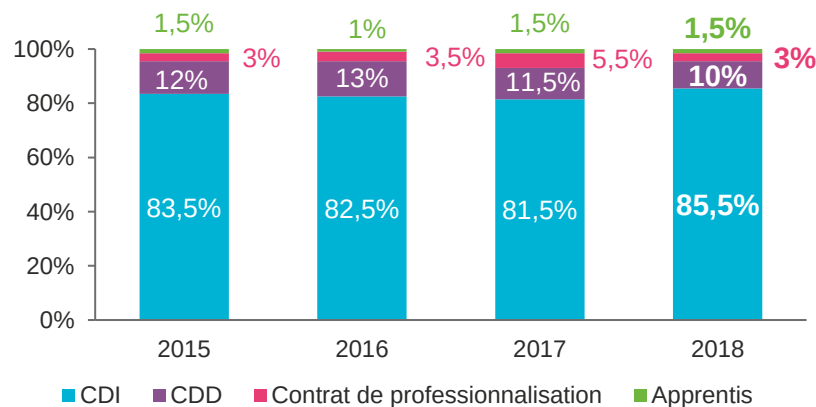
Selon le type de contrat

Au 31.12.2018, 85,5% des salariés permanents sont en CDI, soit quatre points de plus à un an d'intervalle. La part des CDD et des contrats de professionnalisation tend au contraire à se réduire.

Répartition des salariés permanents présents au 31.12.2018 selon leur contrat



Evolution 2015-2018



2.3 LES MOUVEMENTS DU PERSONNEL

11 850 embauches

Soit un taux d'embauche ⁽¹⁾ de **40%**

11 200 départs

Soit un taux de départ ⁽²⁾ de **38%**

SOLDE EMBAUCHES-DÉPARTS EN 2018

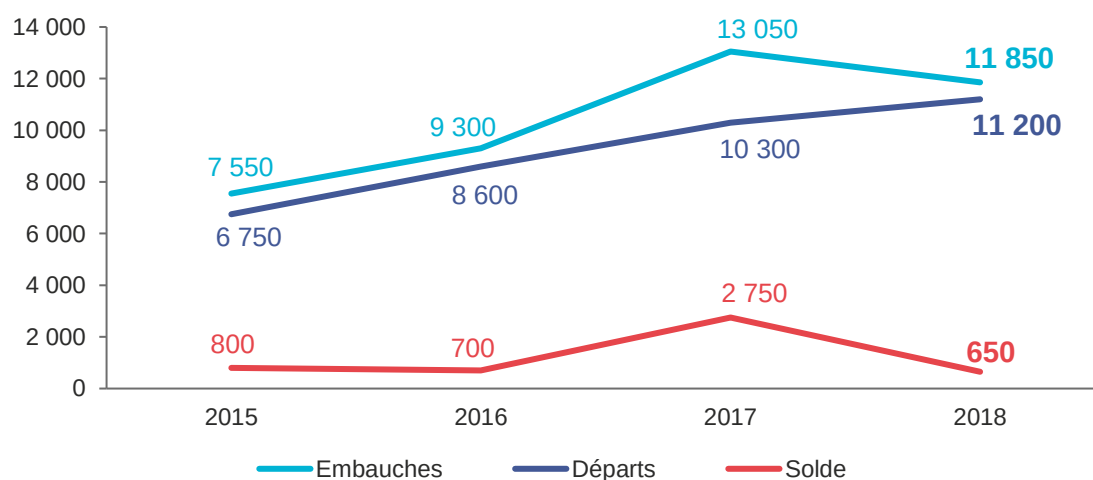
+ 650 salariés entre 2017 et 2018

Soit une augmentation de **2%**

Détail des taux d'embauches ⁽¹⁾ et de départs ⁽²⁾ selon la CSP des permanents

	Cadres	Non cadres	Ensemble
Taux d'embauche ⁽¹⁾	12 %	45,5 %	40 %
Taux de départ ⁽²⁾	8,5 %	44 %	38 %
Solde	+ 3,5 %	+ 1,5 %	+ 2 %

Evolution 2015-2018 des embauches et des départs



⁽¹⁾ nombre d'embauches en 2018 rapporté au nombre de salariés présents au 31 décembre 2018

⁽²⁾ nombre de départs en 2018 rapporté au nombre de salariés présents au 31 décembre 2018

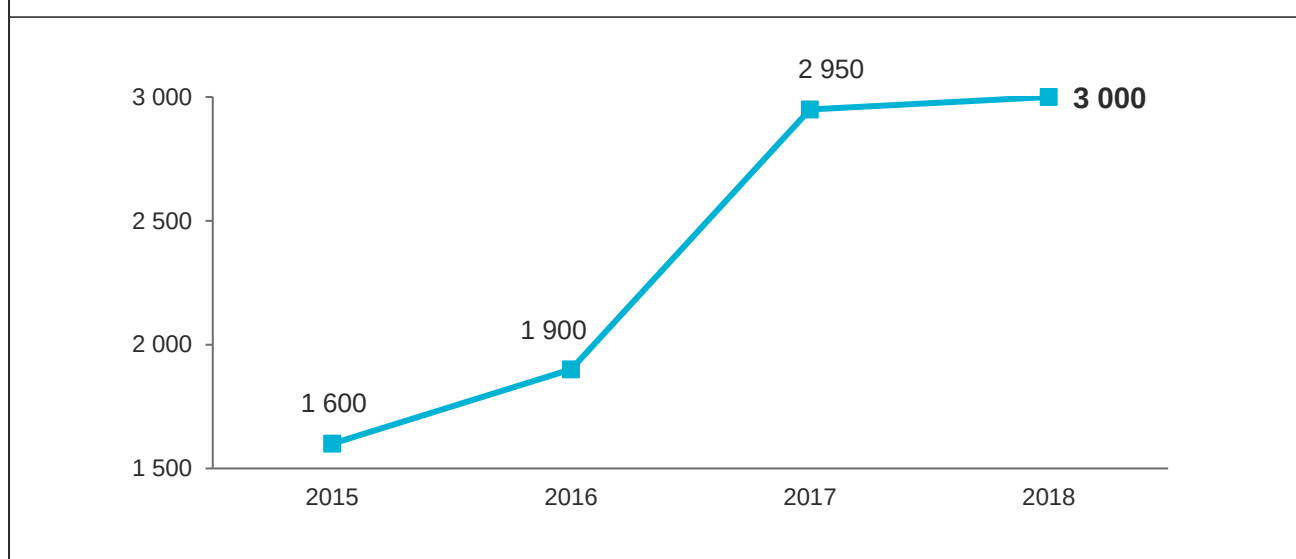
2.3 LES MOUVEMENTS DU PERSONNEL

Les embauches

3 000 embauches de moins de 25 ans

Soit **25,5%** des embauches de salariés permanents en 2018

Evolution 2015-2018 des embauches de moins de 25 ans



2.3 LES MOUVEMENTS DU PERSONNEL

Les départs

En 2018, bien qu'en retrait à un an d'intervalle, les fins de CDD représentent toujours la première cause de départ (43,5%). Ce motif reste sensiblement plus élevé au sein des non cadres que des cadres.

Les démissions ainsi que les fins de période d'essai progressent sensiblement et atteignent 35,5% des départs à elles deux.

Les ruptures conventionnelles représentent près 10% des départs mais concernent majoritairement les cadres pour lesquels elles constituent 22% des motifs de départ.

Répartition des départs selon le motif				
	Cadres	Non cadres	Ensemble	Rappel 2017
Démission	29 % (29 %)	15 % (16 %)	18,5 %	17 %
Fin de période d'essai	18 % (16 %)	15 % (12 %)	17 %	13 %
Licenciement économique	< 0,5 % (<0,5 %)	< 0,5 % (<0,5 %)	< 0,5 %	<0,5 %
Licenciement autres	14 % (13,5 %)	4 % (4 %)	6,5 %	5,5 %
Rupture conventionnelle	22 % (24 %)	6 % (7,5 %)	9,5 %	10 %
Retraite	4,5 % (4,5 %)	1 % (0,5 %)	2 %	1,5 %
Décès	1 % (<0,5 %)	< 0,5 % (< 0,5 %)	0,5 %	< 0,5 %
Fin de CDD	9 % (9 %)	56,5 % (56 %)	43,5 %	49 %
Autres	2,5 % (4 %)	2,5 % (4 %)	2,5 %	4 %
Ensemble	100 % (100%)	100 % (100 %)	100 %	100 %

Figurent entre parenthèses les données 2017

2.3 LES MOUVEMENTS DU PERSONNEL

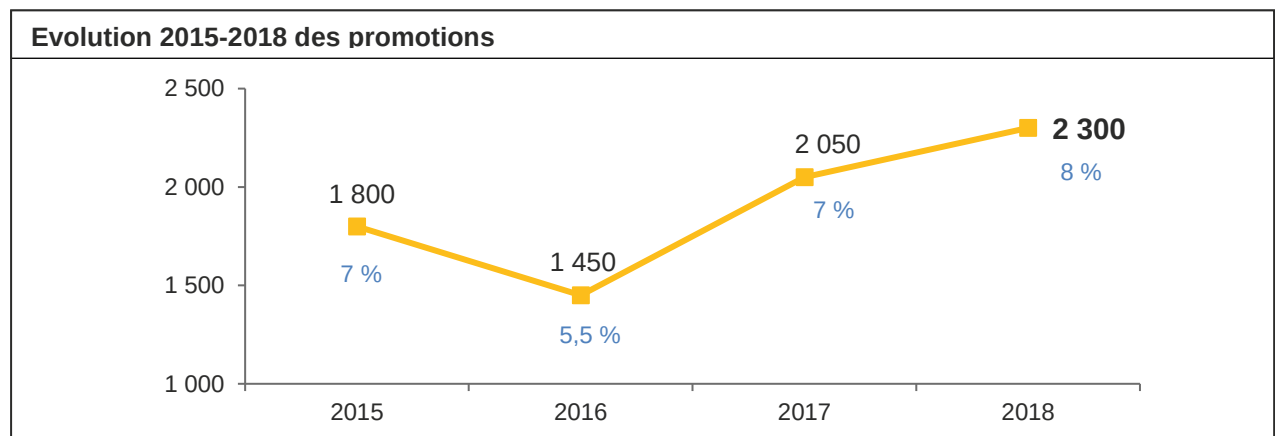
Les promotions : nombre de changement de coefficient et/ou niveau

En 2018, les promotions ont été plus fréquentes : elles concernent 8% de l'effectif permanent, soit près de 2500 personnes. Conformément à la structure des effectifs salariés, plus de 8 promus sur dix sont des femmes.

2 300

 promotions en 2018

Soit 8%* des salariés permanents présents au 31.12.2018



* Le taux de promotion (8 % en 2018 contre 7 % en 2017) est calculé à partir du nombre de promotions au cours de l'année (2 300 en 2018) comparé au nombre de salariés présents en fin d'année (29 600 salariés en 2018). L'évolution de ce taux au cours des années (+ 1 point de 2017 à 2018) plus que de son niveau lui-même (8 %) est l'élément le plus pertinent à suivre.

Promotions selon le sexe des salariés* permanents

	Pourcentage	Rappel 2017
Hommes	18 %	20,5 %
Femmes	82 %	79,5 %
Ensemble	100 %	100 %



*Le taux de représentativité est < à 30%. Ces données sont indiquées à titre informatif.

Promotions selon la CSP des salariés permanents

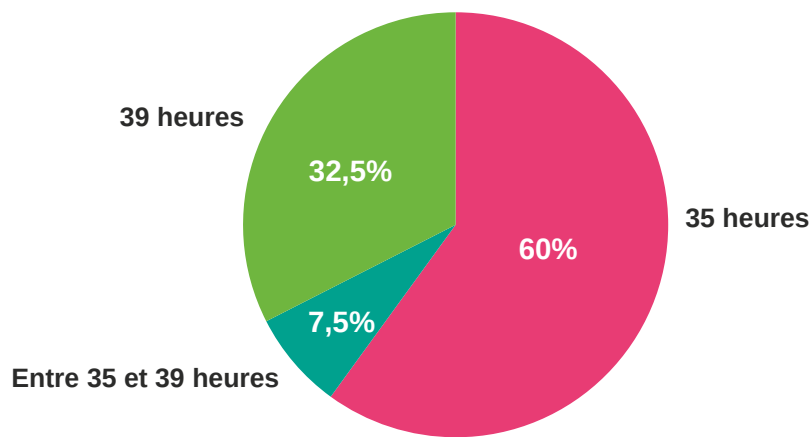
	Pourcentage
Cadres	33 %
Non cadres	67 %
Ensemble	100 %

2.4 CONDITIONS D'EXERCICE DU TRAVAIL

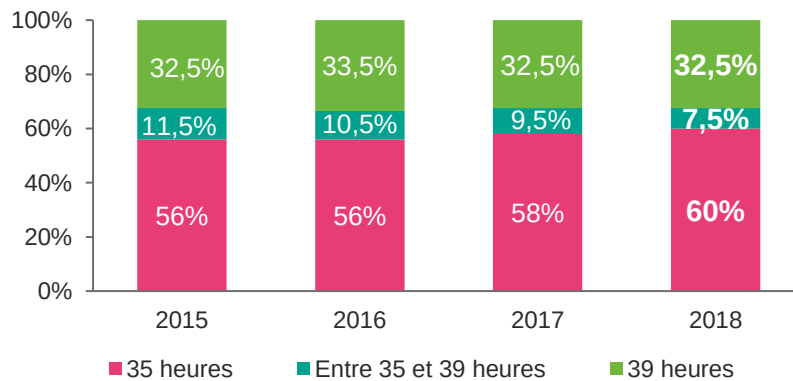
Les durées hebdomadaires collectives de travail

Comme précédemment, la majorité des entreprises (60%) effectue des semaines de 35 heures et le tiers de 39 heures (32,5%). Il s'agit des durées négociées de travail hebdomadaire, hors RTT.

Répartition des entreprises selon l'horaire hebdomadaire collectif



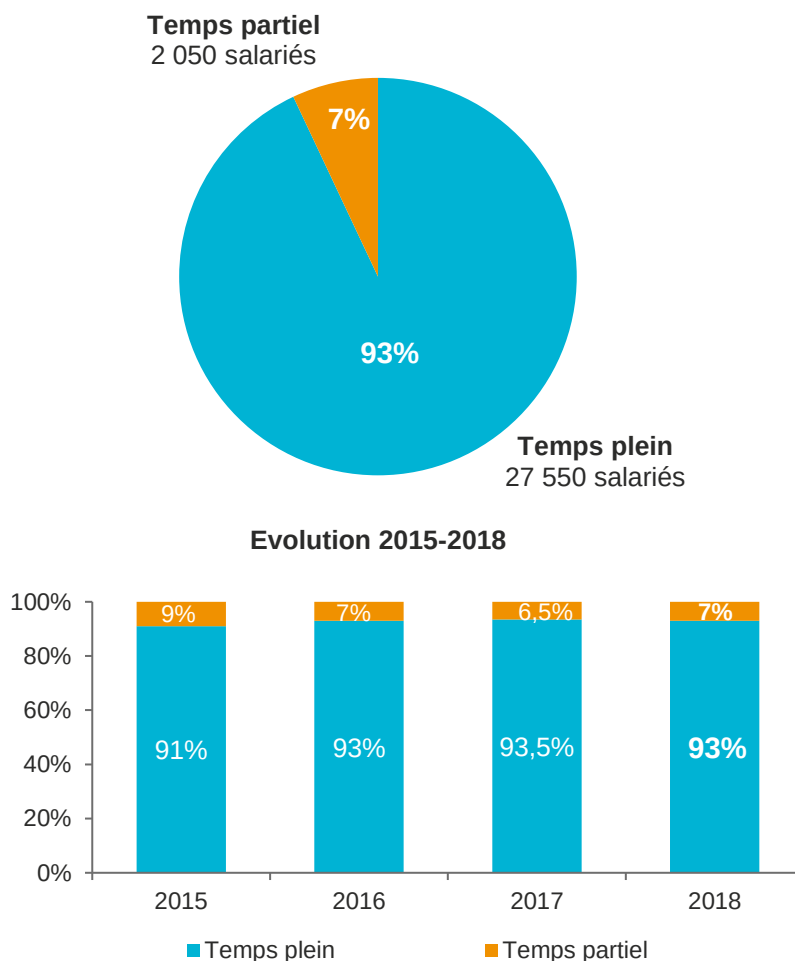
Evolution 2015-2018



Le temps de travail

En 2018, le nombre de salariés à temps plein diminue légèrement par rapport à 2017 pour atteindre 93%. Cette proportion varie peu selon la CSP des salariés.

Répartition des salariés permanents selon le temps de travail



Répartition selon la CSP des salariés permanents

	Cadres	Non cadres	Ensemble
Temps plein	93,5 %	92,5 %	93 %
Temps partiel	6,5 %	7,5 %	7 %
Ensemble	100 %	100 %	100 %

2.4 CONDITIONS D'EXERCICE DU TRAVAIL

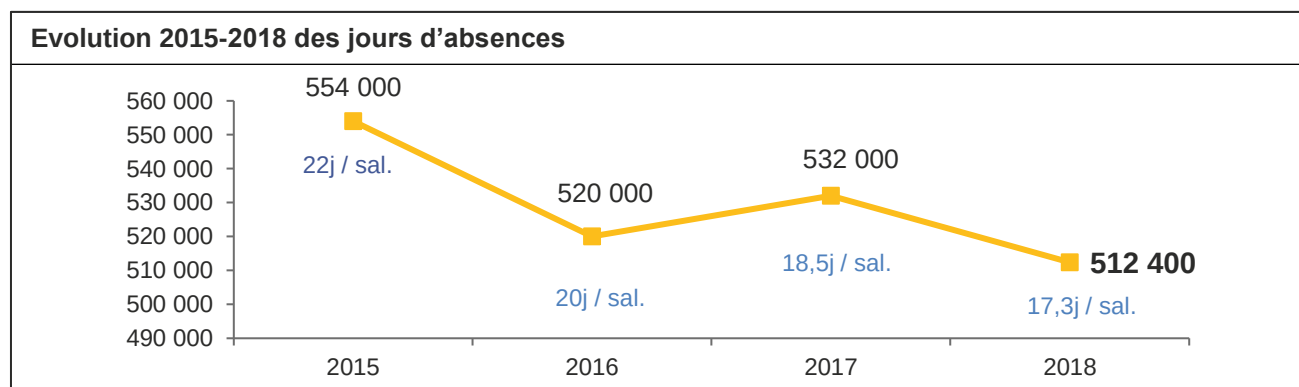
Les jours d'absence

Le nombre de jours d'absences (512 400 jours) concerne l'ensemble des salariés ayant travaillé dans la branche **au cours de l'année 2018** y compris les embauches et les départs effectués. Le nombre de jours d'absences par salarié permanent **au 31.12.2018** (17,3 jours) est ainsi légèrement surestimé.

Exemple : les jours d'absences générés par un salarié ayant effectué un CDD de 3 mois et qui a pris fin avant le 31.12.2018 sont pris en compte. Cependant, ce dernier ne figure plus dans les effectifs au 31.12.2018.

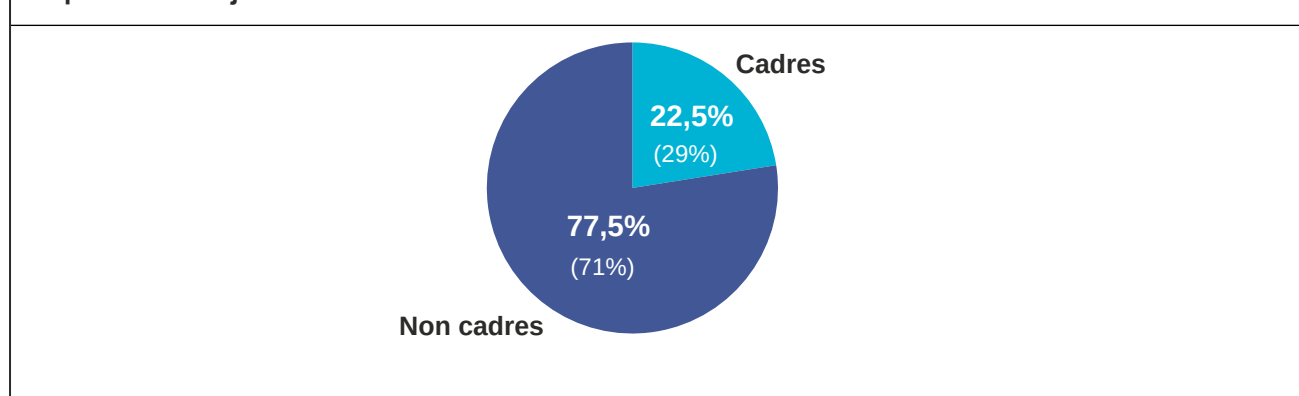
512 400 jours d'absences en 2018

Soit **17,3** jours d'absences* par salarié permanent en 2018



*Comme pour les promotions, l'indicateur des jours d'absence (17,3 jours en 2018 contre 18,5 jours en 2017) est calculé à partir du nombre de jours d'absence dans l'année (512 400 en 2018) comparé au nombre de salariés présents en fin d'année (29 600 salariés en 2018). L'évolution de cet indicateur au cours des années (- 1,2 jour de 2017 à 2018), plus que de son niveau lui-même (17,3 jours), est l'élément le plus pertinent à suivre.

Répartition des jours d'absences selon la CSP

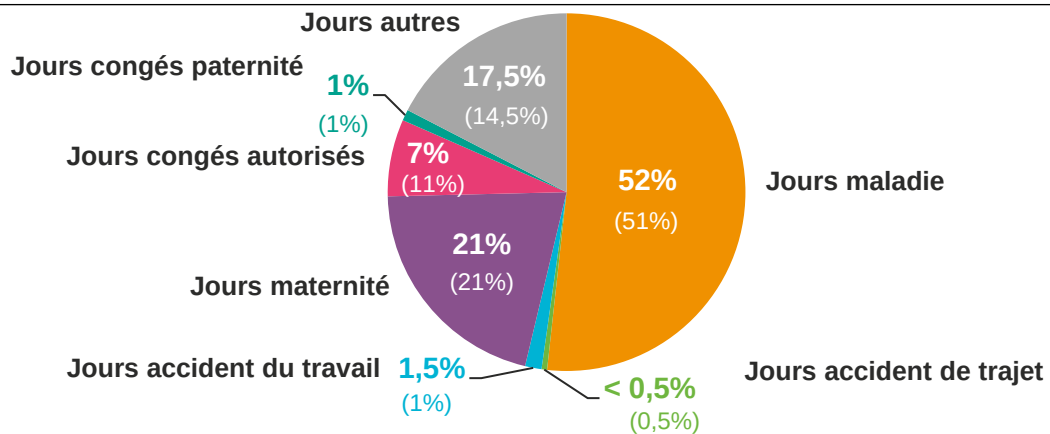


2.4 CONDITIONS D'EXERCICE DU TRAVAIL

Les jours d'absence (suite)

En 2018, les salariés permanents ont été en moyenne absents 17,3 jours par salarié contre 18,5 jours en 2017 et 20 jours en 2016. Les jours maladie représentent plus de la moitié des jours d'absences (52%), devant la maternité qui stagne à 21% et les jours autres qui progressent à 17,5%.

(1) Répartition des jours d'absences selon le motif



Jours autres : nombre de journées d'absence pour absences non autorisées non payées, périodes de mise à pied, création d'entreprise, congés sabbatiques, congés formation, congés parentaux, non renseignés, périodes militaires...

(2) Répartition des jours d'absences selon le motif

	Cadres	Non cadres	Ensemble	Rappel 2017
Jours maladie	54,5 % (55 %)	50,5 % (50,5 %)	52 %	51 %
Jours accident de trajet	0,5 % (0,5 %)	< 0,5 % (0,5 %)	< 0,5 %	0,5 %
Jours accident du travail	1,5 % (1 %)	2 % (1 %)	1,5 %	1 %
Jours maternité	16,5 % (22 %)	22,5 % (20 %)	21 %	21 %
Jours de congé autorisés	13,5 % (9 %)	5 % (12 %)	7 %	11 %
Jours paternité	0,5 % (0,5 %)	1 % (1 %)	1 %	1 %
Jours autres	13 % (12 %)	19 % (15 %)	17,5 %	14,5 %
Ensemble	100 % (100 %)	100 % (100 %)	100 %	100 %

Salariés permanents en situation d'incapacité

< 50 salariés permanents inaptes en 2018* (<100 en 2017)

Soit **< 0,5 %** des salariés permanents au 31.12.2018 (<0,5 % en 2017)



* Le taux de représentativité est < à 40%. Ces données sont indiquées à titre informatif.

2.5 SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

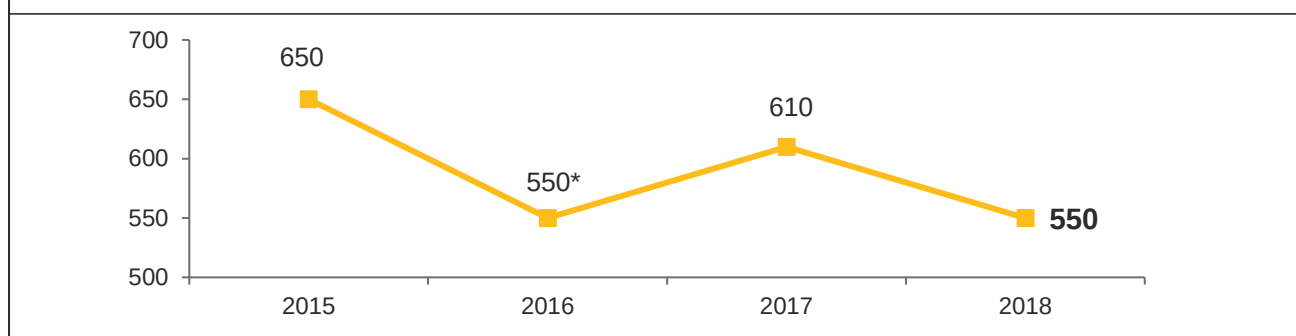
Les accidents du travail et maladies professionnelles

Taux de représentativité :

99% des effectifs de l'échantillon

550 Nombre d'accidents du travail en 2018

Evolution 2015-2018 du nombre d'accidents du travail



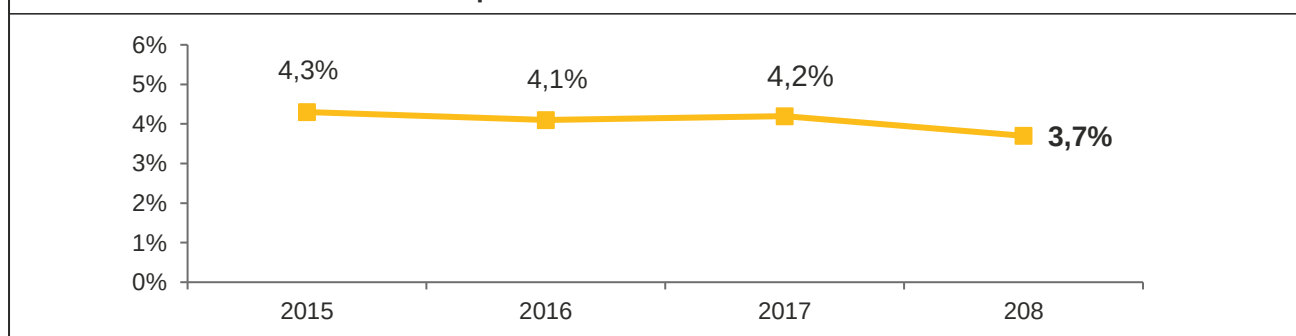
*Donnée corrigée

3,7 % Taux de fréquence** en 2018

Taux de représentativité :

68% des effectifs de l'échantillon

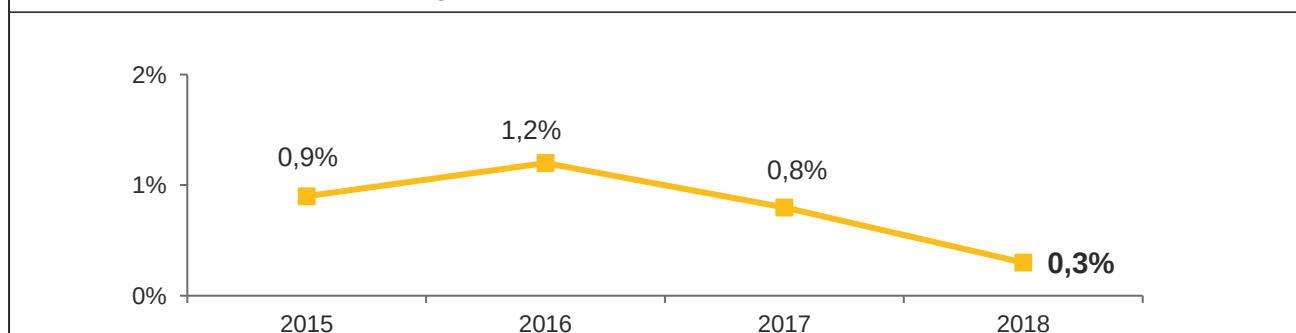
Evolution 2015-2018 du taux de fréquence



**Taux de fréquence : nombre d'accidents du travail avec arrêt / nombre d'heures travaillées x 10⁶

0,3 % Taux de gravité*** en 2018

Evolution 2015-2018 du taux de gravité



***Taux de gravité : nombre de journées perdues par incapacité temporaire / nombre d'heures travaillées x 10³

2.5 SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Les accidents du travail et maladies professionnelles (suite)

200

Nombre d'accidents de trajet en 2018 (250 en 2017)

NR (non représentatif)

Nombre d'accidents mortels en 2018 (NR en 2017)

NR (non représentatif)

Nombre de maladies professionnelles en 2018 (< 20 en 2017)

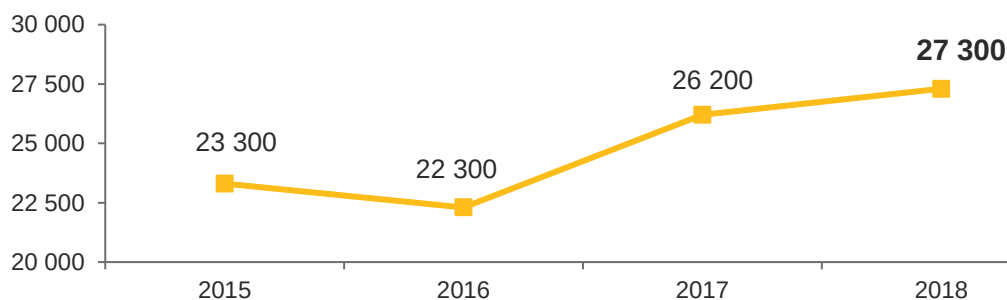
2.6 LA FORMATION

Les stagiaires de la formation professionnelle

27 300 stagiaires en formation en 2018

Soit **92,5%** des salariés présents au 31.12.2018 (90,5 % des salariés en 2017)

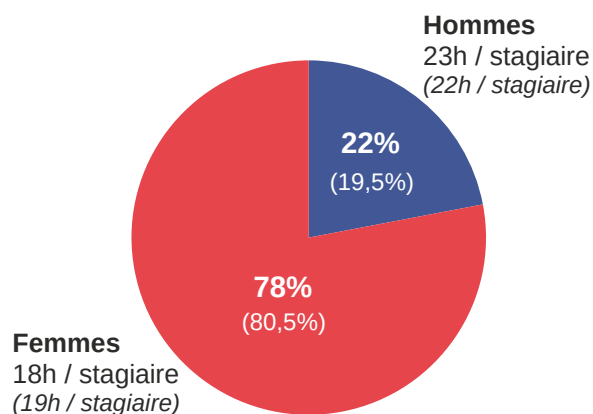
Evolution 2015-2018 du nombre de stagiaires en formation



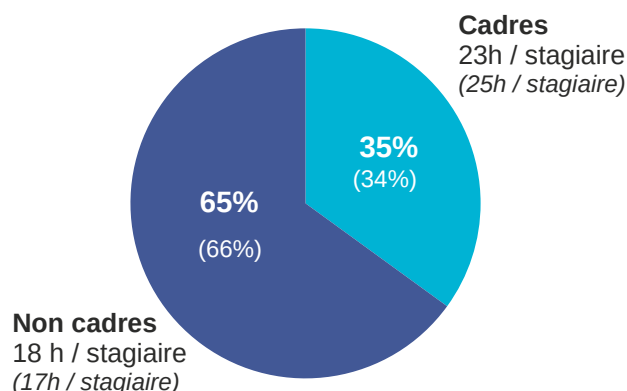
573 300 heures de formation en 2018 (505 600 en 2017)

Soit **21 heures** en moyenne par salarié formé (19,5 heures en 2017)

Répartition des stagiaires en formation selon le sexe et la durée moyenne de formation



Répartition des stagiaires en formation selon la CSP et la durée moyenne de formation

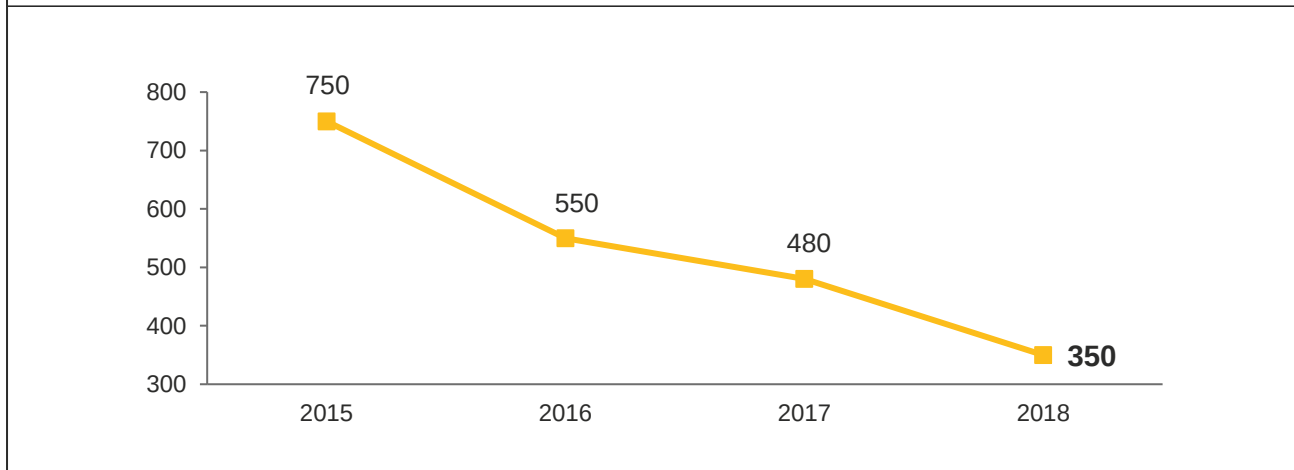


2.6 LA FORMATION

Les stagiaires de la formation professionnelle (suite)

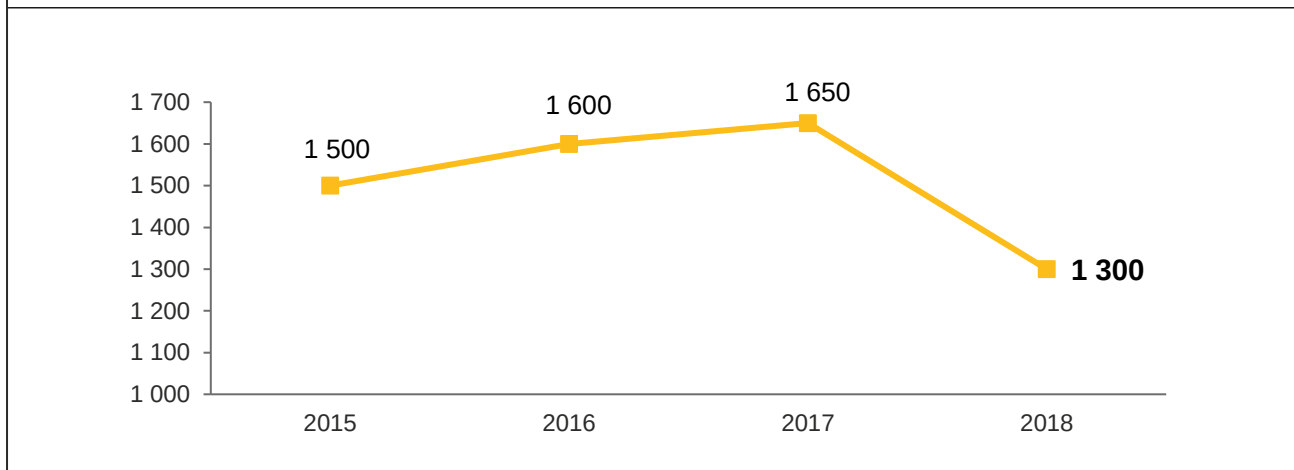
350 CPF (DIF inclus) en 2018

Evolution 2015-2018 du nombre de CPF (DIF inclus)



1 300 formations sécurité en 2018*

Evolution 2015-2018 du nombre de formations sécurité



* Le taux de représentativité est de **42%**.
Ces données sont indiquées à titre informatif.

2.7 LES REMUNERATIONS

Le salaire moyen brut annuel est calculé à partir de la masse salariale brute par rapport à l'effectif de chaque CSP. Cet indicateur est à prendre avec précaution. En effet, il n'exclut pas les absences, les congés maternité, les CDD ou encore les temps partiels qui peuvent sensiblement faire évoluer ces moyennes.

Selon la CSP et le sexe

Salaires moyens bruts annuels selon la CSP et le sexe

	Pourcentage	Femmes	Hommes	Ensemble	Ecart F /H
Cadres	62,5 %	44 300 €	56 300 €	48 200 €	- 21,5 %
Non cadres	37,5 %	25 100 €	26 500 €	25 300 €	- 5,5 %



L'échantillon des répondants n'étant pas identique entre 2018 et 2017, la comparaison n'est donc pas permise

Selon le niveau de classification et le sexe

Taux de représentativité :

41% des effectifs de l'échantillon

Salaires moyens bruts annuels selon le niveau et le sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Niveau A	ND	ND	ND
Niveau B	21 850 €	20 500 €	21 350 €
Niveau C	22 700 €	23 750 €	22 900 €
Niveau D	24 950 €	25 600 €	25 000 €
Niveau E	27 750 €	27 300 €	27 600 €
Niveau F	29 250 €	32 600 €	30 350 €
Niveau G	37 350 €	37 650 €	37 400 €
Niveau H	40 500 €	48 450 €	40 850 €
Niveau I	50 700 €	54 900 €	53 200 €
Niveau J	56 700 €	62 700 €	58 050 €
Niveau K	59 300 €	65 150 €	62 750 €
Niveau L	ND	ND	ND
Niveau M	ND	ND	ND



L'échantillon des répondants n'étant pas identique entre 2018 et 2017, la comparaison n'est donc pas permise

2. Les salariés intérimaires

Les indicateurs de cette partie traitent de l'emploi en intérim des personnes et non de leur emploi dans son ensemble sur l'année 2018. Si des individus ont travaillé sous d'autres statuts dans le courant de l'année, ces emplois ne sont pas pris en compte.

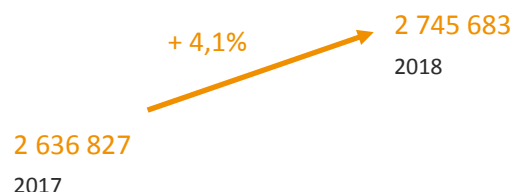
L'ensemble des indicateurs de cette partie proviennent des données de S2H (voir *sources et méthode* en introduction)

3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

Effectifs et heures travaillées : données clefs

2 745 683

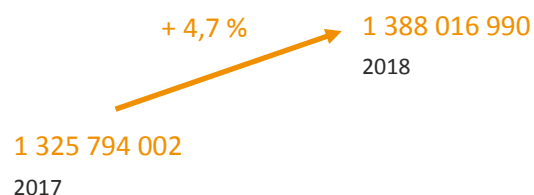
personnes ont travaillé en intérim en 2018



Nombre d'heures travaillées en 2018

1 388 016 990

Heures travaillées en intérim en 2018

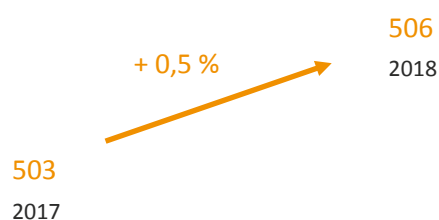


L'intensité d'emploi en 2018

L'intensité d'emploi est dans ce rapport le nombre moyen d'heures travaillées par un intérimaire sur une période donnée (mois, année) **sous statut intérimaire**. Les individus peuvent cumuler d'autres activités sous d'autres statuts au cours de l'année, mais ces heures ne sont pas comptabilisées dans le rapport. Il convient donc de différencier l'intensité d'emploi en intérim de la durée totale d'emploi d'un individu.

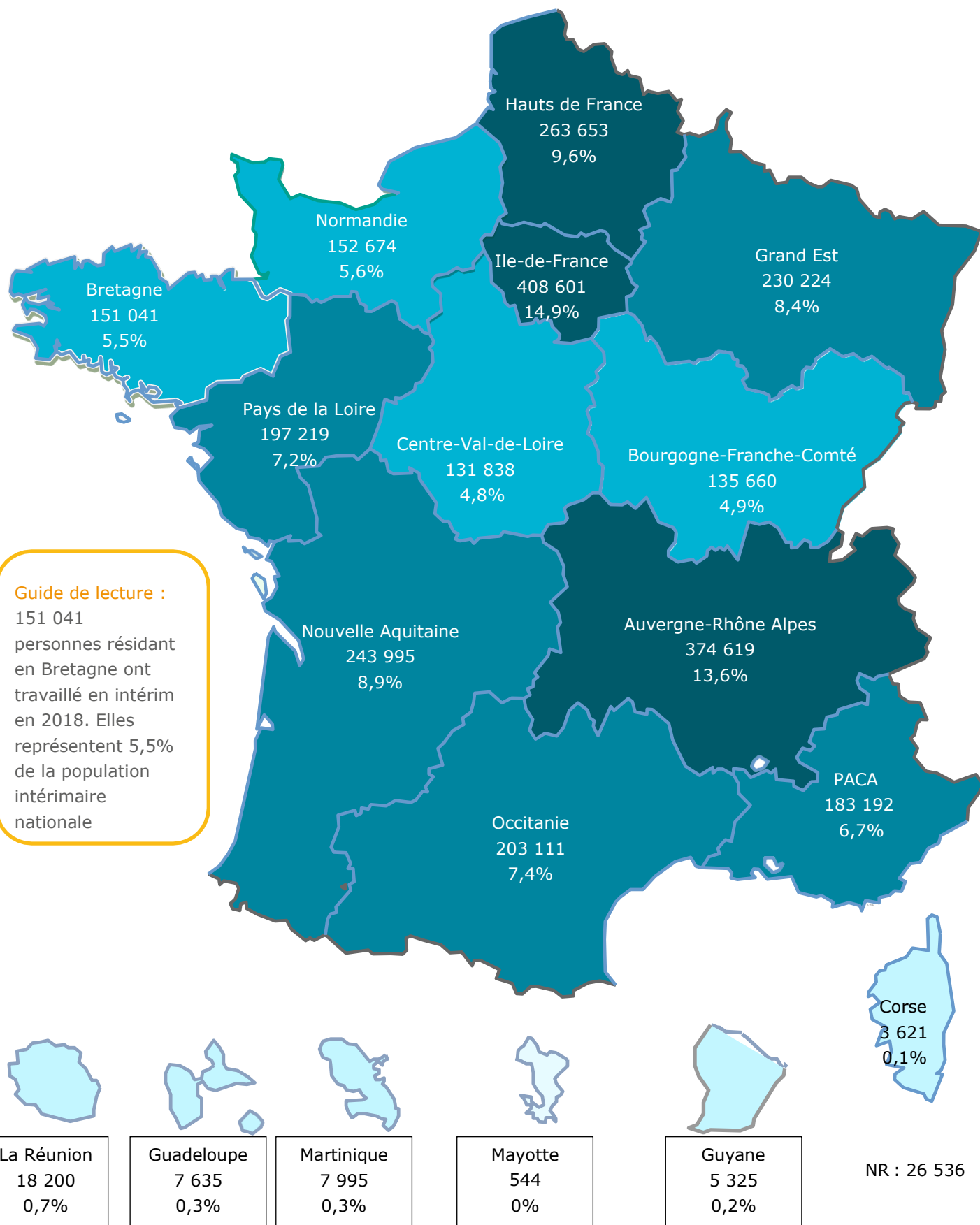
506 h

Travaillées en moyenne par chaque
individu en 2018



3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

Le nombre d'intérimaires par région en 2018



3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

Le nombre moyen d'heures travaillées par région en 2018

L'intensité d'emploi **en intérim** varie selon les régions. Rappel : l'intensité d'emploi moyenne est de 506 heures.



Les intérimaires par département

L'intensité d'emploi **en intérim** peut varier fortement selon les départements. Ainsi, les intérimaires en Haute-Corse travaillent en moyenne 284 heures par an en intérim, alors que dans le Territoire de Belfort, les intérimaires ont travaillé en moyenne 641 heures en 2018.

Département	Nbr d'intérimaires	Nbr d'heures moyen
Ain	36 015	540
Aisne	22 836	539
Allier	11 918	520
Alpes-de-Haute-Provence	5 340	485
Alpes-Maritimes	35 916	406
Ardèche	13 253	499
Ardennes	9 824	592
Ariège	4 616	483
Aube	13 115	464
Aude	10 215	418
Aveyron	8 095	406
Bas-Rhin	54 338	550
Bouches-du-Rhône	82 986	481
Calvados	31 586	476
Cantal	4 285	434
Charente	15 549	501
Charente-Maritime	24 148	438
Cher	11 868	496
Corrèze	9 183	490
Corse-du-Sud	1 886	341
Côte-d'Or	24 199	484
Côtes-d'Armor	28 154	454
Creuse	2 902	449
Deux-Sèvres	18 965	512
Dordogne	14 479	419
Doubs	28 568	563
Drôme	25 245	480
Essonne	54 931	529
Eure	31 569	556
Eure-et-Loir	19 209	511
Finistère	34 948	432
Gard	22 249	467
Gers	7 213	431
Gironde	69 741	468
Guadeloupe	7 635	401
Guyane	5 325	419
Haut-Rhin	32 761	566
Haute-Corse	1 735	284
Haute-Garonne	59 642	525
Haute-Loire	8 847	488
Haute-Marne	6 931	609
Haute-Saône	12 384	616
Haute-Savoie	35 102	462
Haute-Vienne	12 224	506
Hautes-Alpes	4 233	338
Hautes-Pyrénées	7 795	488
Hauts-de-Seine	35 364	489

Département	Nbr d'intérimaires	Nbr d'heures moyen
Hérault	38 351	426
Ille-et-Vilaine	52 418	477
Indre	9 702	548
Indre-et-Loire	26 898	517
Isère	62 693	521
Jura	12 397	518
Landes	17 348	450
Loir-et-Cher	18 098	537
Loire	38 342	502
Loire-Atlantique	71 982	534
Loiret	46 063	539
Lot	5 604	436
Lot-et-Garonne	15 676	454
Lozère	816	373
Maine-et-Loire	41 263	513
Manche	20 817	516
Marne	25 512	482
Martinique	7 995	363
Mayenne	17 680	531
Mayotte	542	312
Meurthe-et-Moselle	23 986	502
Meuse	6 680	513
Morbihan	35 521	460
Moselle	40 872	520
Nièvre	6 665	540
Nord	111 458	502
Oise	38 420	555
Orne	12 991	514
Paris	48 325	481
Pas-de-Calais	65 708	547
Puy-de-Dôme	24 339	487
Pyrénées-Atlantiques	25 662	461
Pyrénées-Orientales	12 850	438
Réunion	18 200	357
Rhône	95 745	493
Saône-et-Loire	27 373	542
Sarthe	29 423	566
Savoie	18 835	501
Seine-et-Marne	61 036	491
Seine-Maritime	55 711	575
Seine-Saint-Denis	71 641	552
Somme	25 231	570
Tarn	13 319	450
Tarn-et-Garonne	12 346	507
Territoire de Belfort	7 940	641
Val-d'Oise	49 965	532
Val-de-Marne	43 429	532
Var	31 032	407
Vaucluse	23 685	456
Vendée	36 871	513
Vienne	18 118	521
Vosges	16 205	555
Yonne	16 134	539
Yvelines	43 910	512

Non répartis par département : 26 536

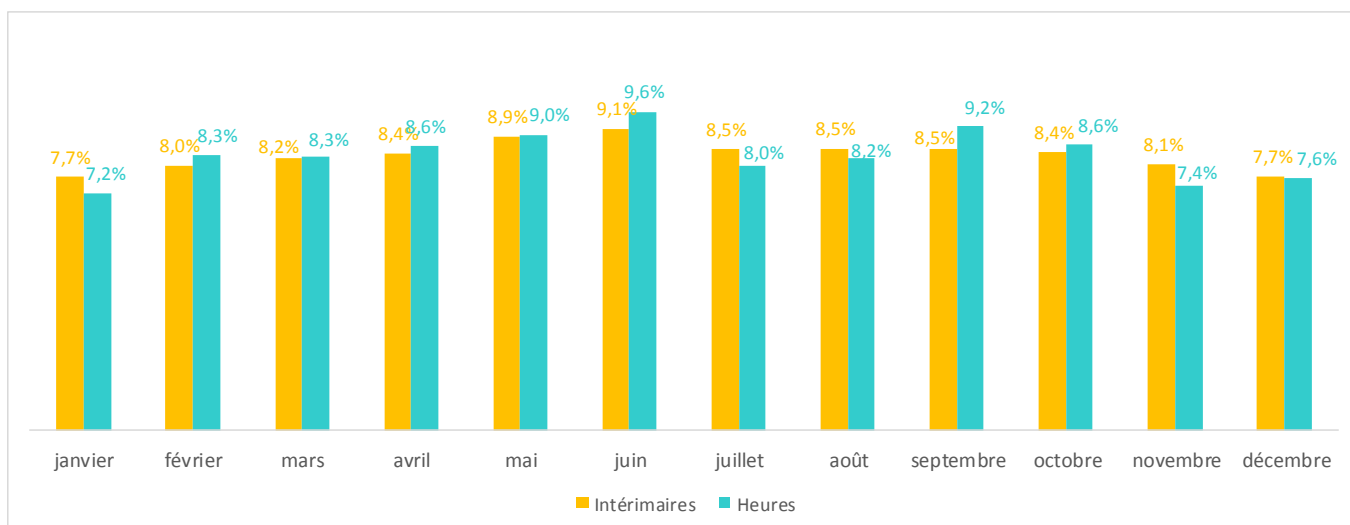
3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

Saisonnalité des effectifs et heures travaillées (mois d'activité)

Les effectifs ainsi que les heures travaillées varient d'un mois sur l'autre, confirmant la saisonnalité de l'emploi intérimaire¹.

Le mois de janvier compte le nombre de personnes en mission et le nombre d'heures travaillées en intérim les plus faibles.

A l'inverse, le mois de juin recense le plus grand nombre d'intérimaires en mission et le nombre d'heures travaillées le plus important.



Les intensités d'emploi² en intérim varient également d'un mois sur l'autre

Nb moyen d'heures travaillées par mois (intensité d'emploi)											
janv.	févr.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.
96	107	103	105	104	109	97	100	111	106	95	102

Lorsque la part des intérimaires dépasse la part des heures, les intensités d'emploi baissent (ex : janvier, juillet, novembre).

A l'inverse quand la part des heures dépasse la part des intérimaires, l'intensité d'emploi est au plus haut (ex : février, avril, juin, septembre, octobre).

¹ Mois d'activité : mois de paie-1

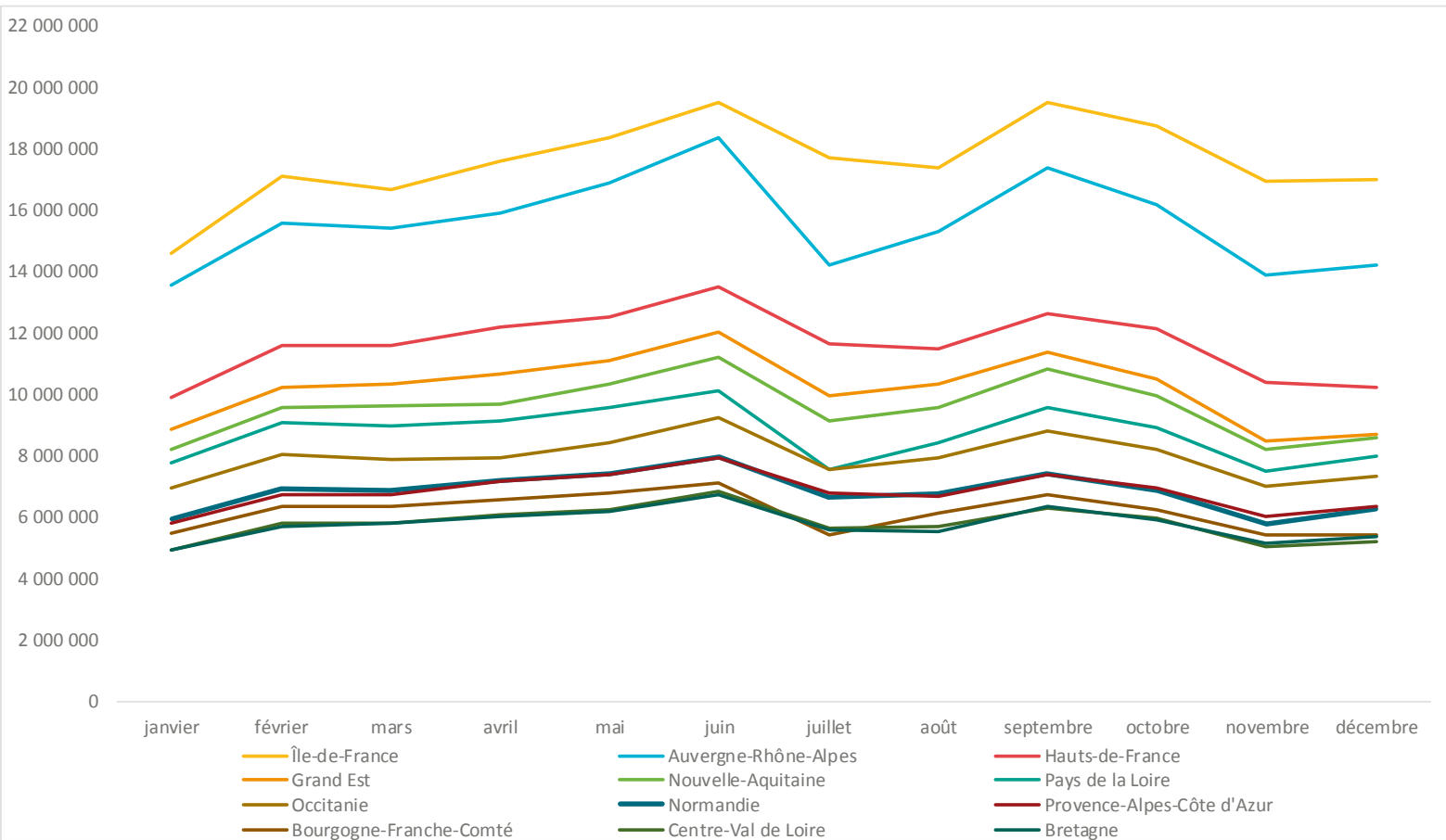
² L'intensité d'emploi est le nombre moyen d'heures travaillées par un intérimaire sur une période donnée (mois, année)

3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

Saisonnalité des heures travaillées par région (mois de paie)

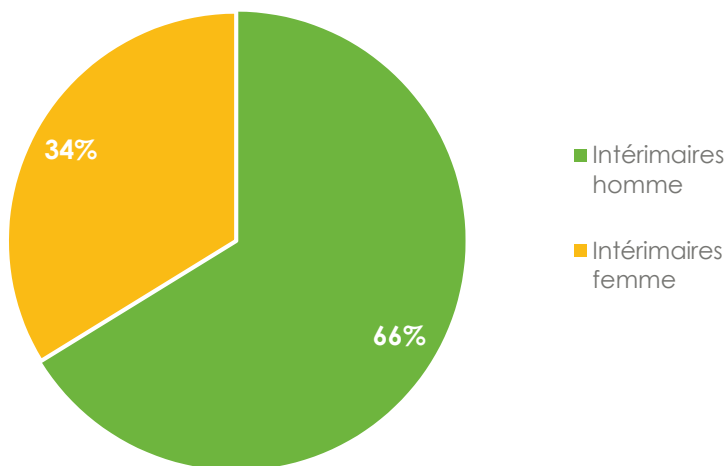
Certaines régions connaissent une saisonnalité de l'emploi (ici en heures travaillées) plus forte que d'autres. Ainsi les régions Ile-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes connaissent un pic d'activité aux mois de juin et septembre. Les régions Bretagne ou Centre-val de Loire à l'inverse présentent une courbe de l'emploi plus stable tout au long de l'année.

A noter que les régions d'outre-mer présentaient des volumes trop faibles pour être présentés graphiquement. Le tableau complet (ROM comprises) se trouve en annexe.



3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

Les intérimaires par sexe



1 800 571

Hommes ont travaillé en intérim
en 2018

1 735 420 en 2017

945 112

Femmes ont travaillé en intérim
en 2018

901 407 en 2017

Le secteur s'est très légèrement féminisé entre 2017 et 2018.

- Les femmes représentaient 33,7% des intérimaires en 2018 et 33,6% en 2017.
- La population féminine a augmenté de 4,4% entre 2017 et 2018, alors que la population masculine a augmenté de 3,3% sur la même période.

Rappel 506 h

Travaillées en moyenne par chaque
intérimaire en 2018



584

Nb d'heures moyen des hommes
en intérim en 2018

580h en 2017



382

Nb d'heures moyen des femmes
en intérim en 2018

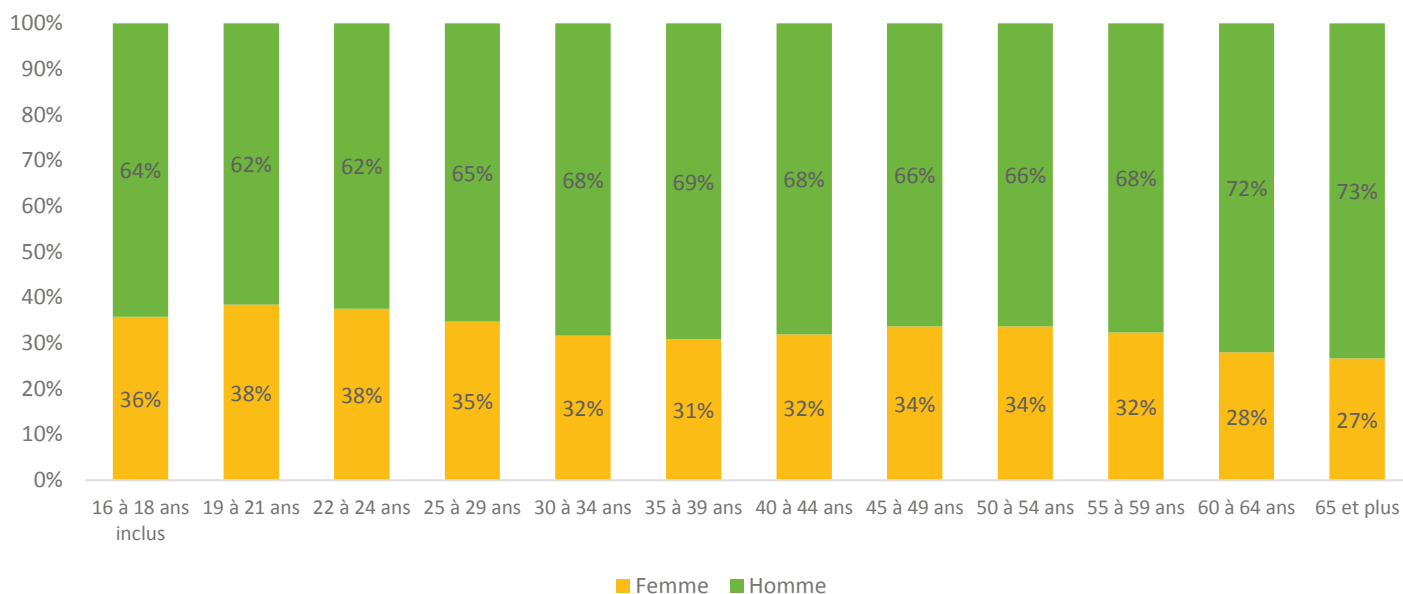
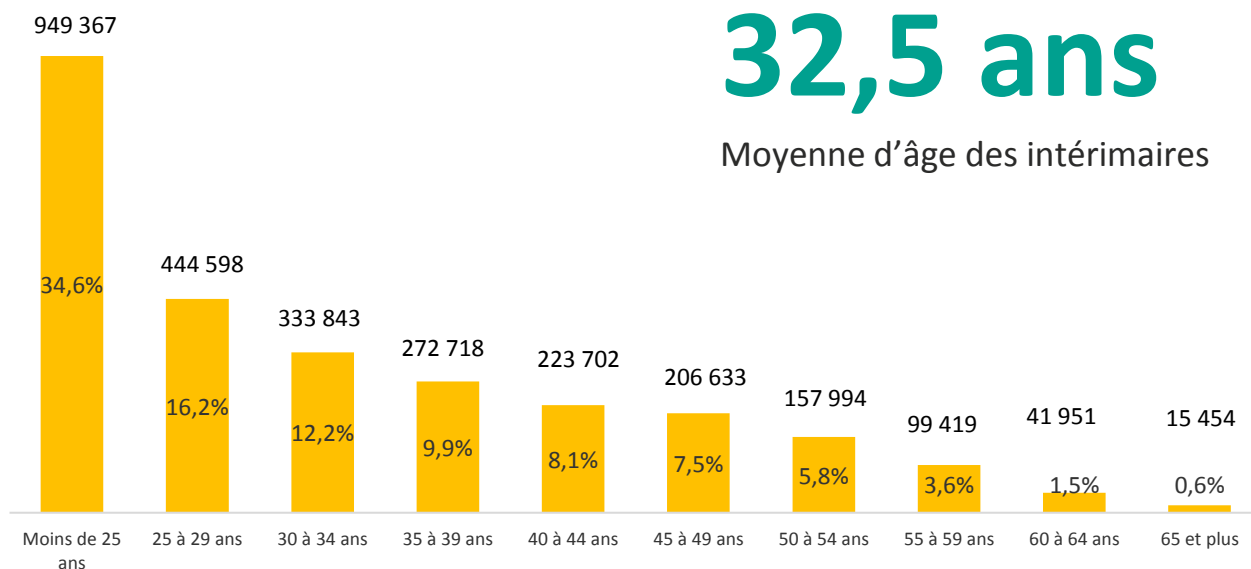
374h en 2017

L'intensité d'emploi des hommes est très nettement supérieure à celle des femmes. Les hommes intérimaires travaillent en moyenne 200h de plus par an que leurs homologues féminines. Cela se traduit dans les chiffres de l'emploi intérimaire en ETP : 73% des ETP sont occupés par des hommes contre 27% par des femmes.

3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVILLÉES

Les intérimaires par âge

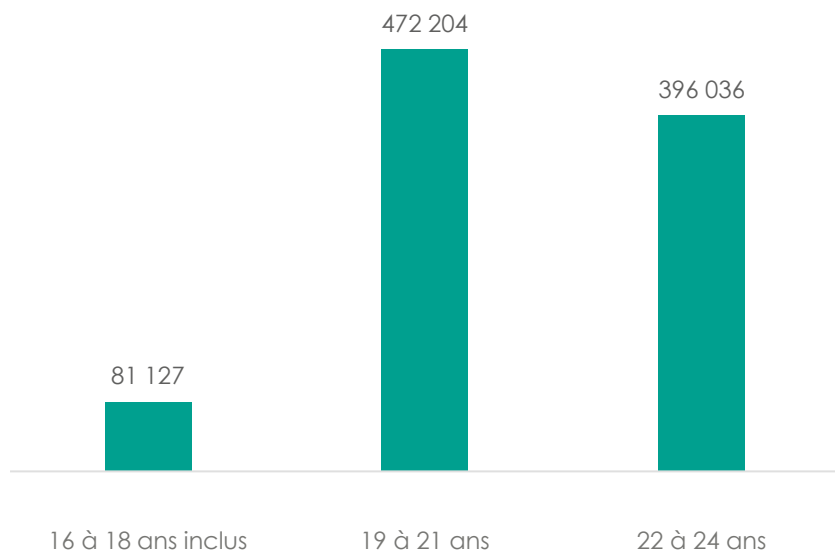
La moitié des intérimaires a moins de 30 ans.



3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVILLÉES

Les intérimaires par âge : Focus juniors

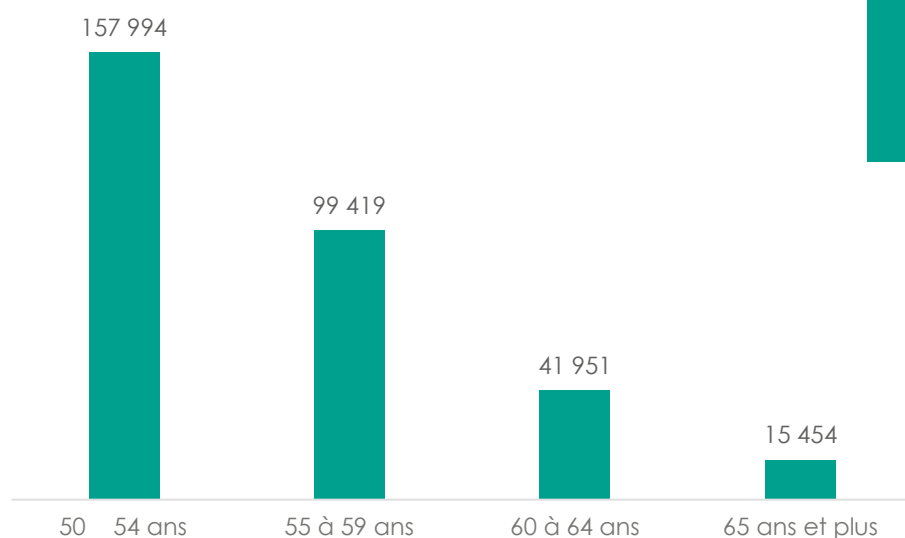
Les intérimaires de moins de 25 ans représentent **34,6%** de la population intérimaire (contre 34,4% en 2017). Ils se répartissent comme suit :



Classe d'âge 2018	Intérimaires (volume)	Intérimaires (part)
16 à 18 ans inclus	81 127	3,0%
19 à 21 ans	472 204	17,2%
22 à 24 ans	396 036	14,4%

Les intérimaires par âge : Focus seniors

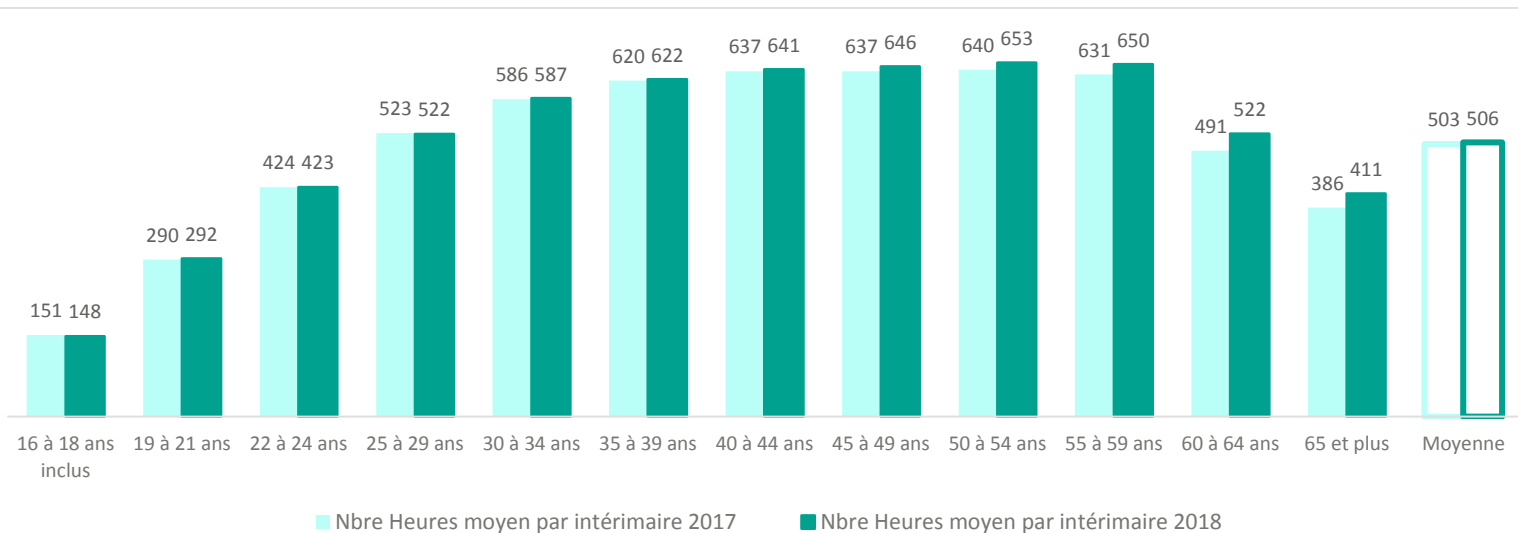
Les intérimaires de 50 ans et plus représentent **11,5%** de la population intérimaire (contre 10,8 en 2017). Ils se répartissent comme suit :



Classe d'âge 2018	Intérimaires (volume)	Intérimaires (part)
50 à 54 ans	157 994	5,8%
55 à 59 ans	99 419	3,6%
60 à 64 ans	41 951	1,5%
65 ans et plus	15 454	0,6%

3.1 EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

L'intensité d'emploi en intérim par âge



L'intensité d'emploi moyenne en intérim (nombre moyen d'heures travaillées par an par intérimaire) est de 506 heures en 2018, en augmentation de 0,5% par rapport à 2017.

L'intensité d'emploi en intérim est la plus faible chez les 16-18 ans.

La plus forte intensité d'emploi en intérim est atteinte par les 40-59 ans.

A noter la stabilité de l'intensité d'emploi entre toutes les tranches d'âge entre 35 et 59 ans.

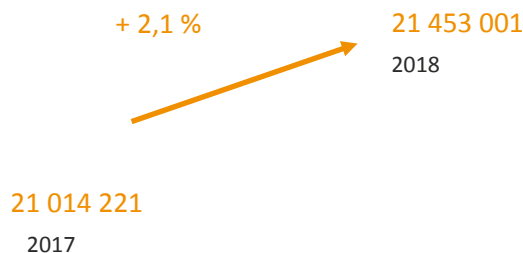
La progression de l'intensité d'emploi est la plus marquée pour la tranche des plus de 60 ans (progressions autour de 7%).

3.2 LES MISSIONS ET L'EMPLOI EN INTERIM EN 2018

Les missions : données clefs

21 453 001

Missions effectuées en 2018

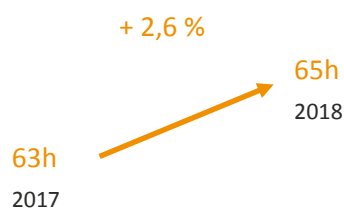


7,8

Missions en moyenne par an pour un
intérimaire

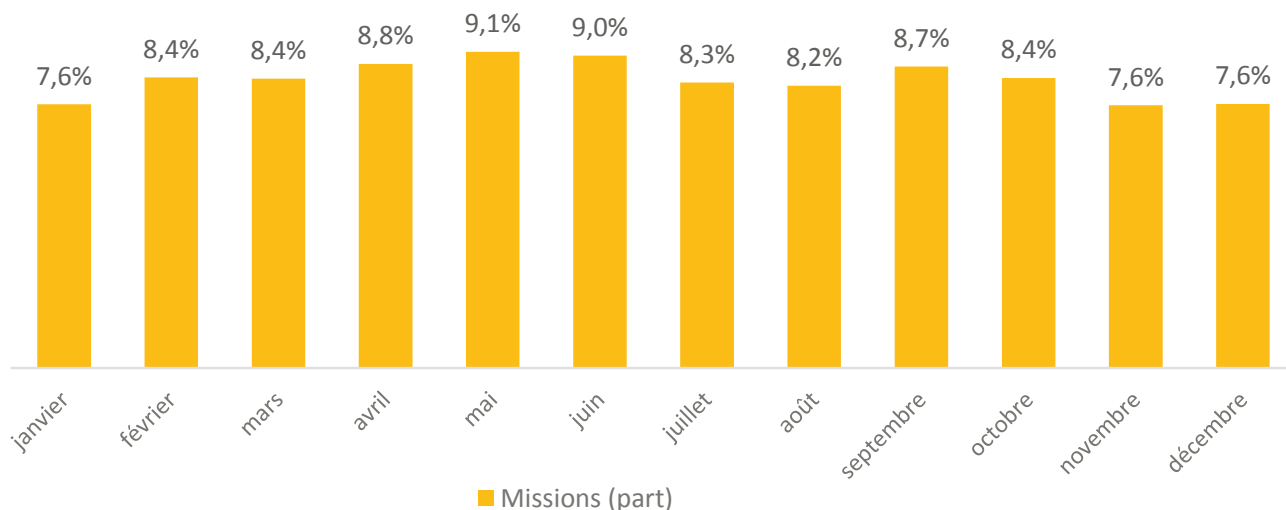
65h

Durée moyenne d'une mission



3.2 LES MISSIONS ET L'EMPLOI EN INTERIM EN 2018

Répartition des missions par mois (selon mois d'activité*)

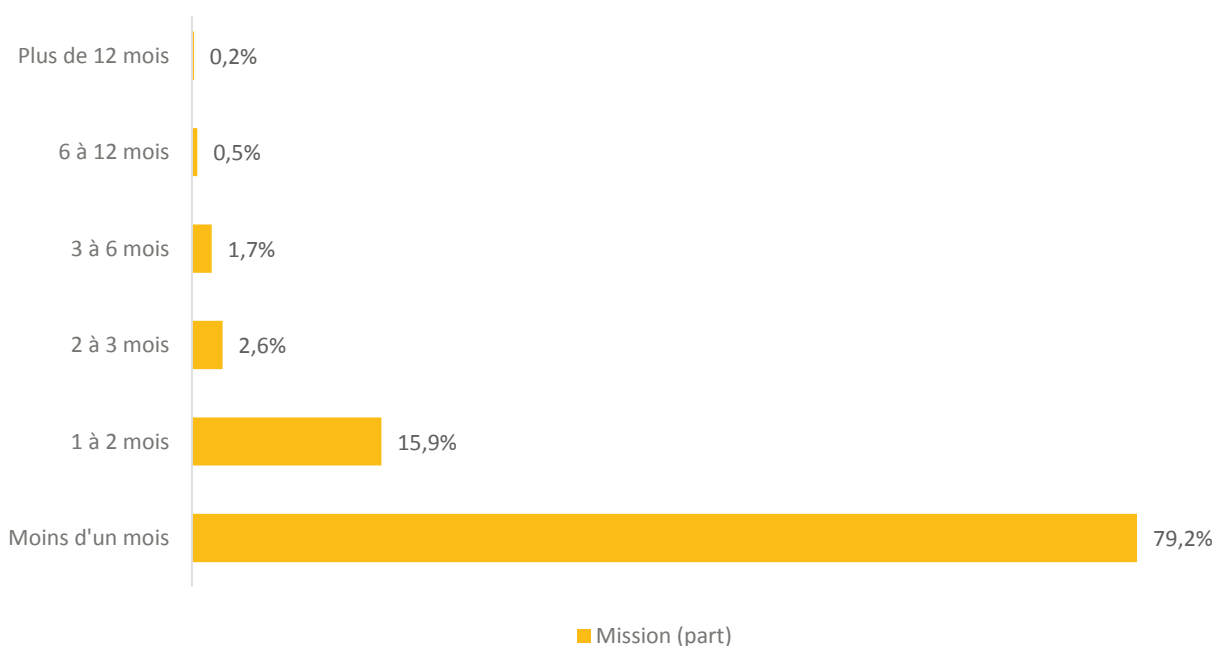


Les mois d'avril mai et juin sont les plus intenses en missions. Les mois de novembre décembre et janvier concentrent à l'inverse la plus faible part mensuelle des missions.

*Mois d'activité : mois de paie -1

Durée des missions en 2018 (hors CDII)

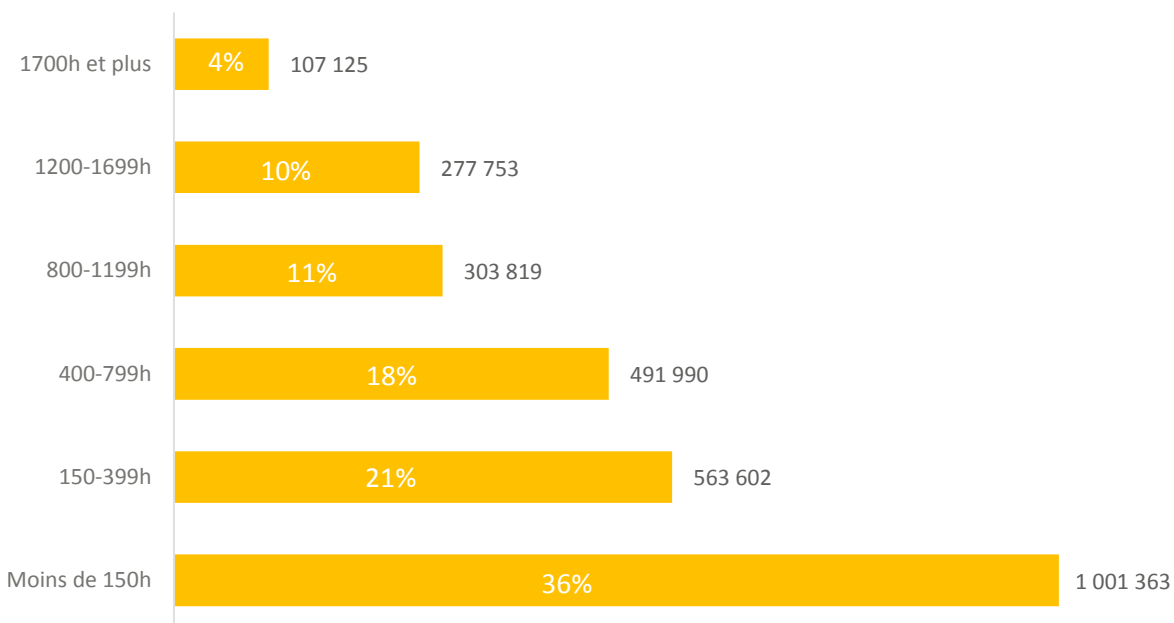
Plus des ¾ des missions ont une durée inférieure à un mois. Cette donnée est cohérente avec la durée moyenne des missions à 65 heures. Les intérimaires réalisent en moyenne près de 8 missions par an.



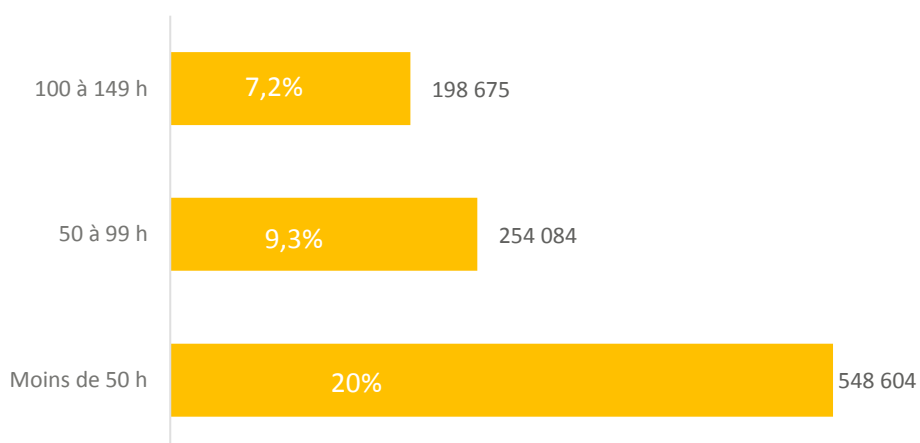
3.2 LES MISSIONS ET L'EMPLOI EN INTERIM EN 2018

Durée d'emploi en intérim en 2018

Les graphiques suivants présentent le nombre d'intérimaires en fonction de leur durée d'emploi en intérim sur l'année 2018³. A noter que les durées d'emploi n'incluent pas les heures travaillées sous d'autres statuts que celui d'intérimaire.



Zoom sur les moins de 150h

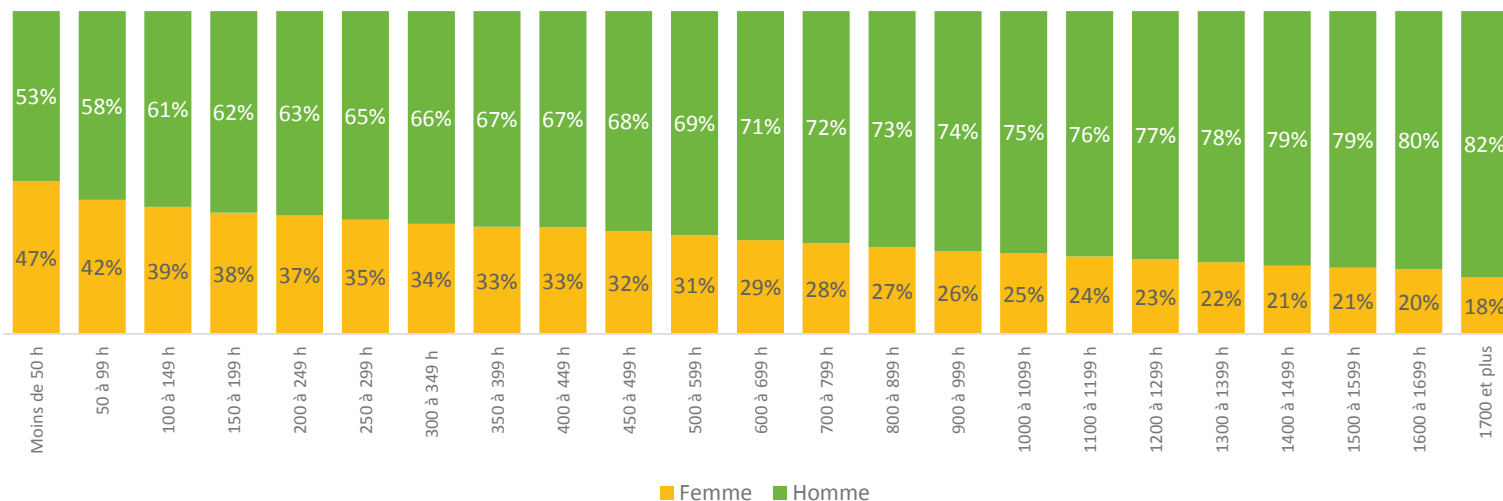


³ Le périmètre est celui de la population 2018 (tous les intérimaires ayant au moins 1 heure déclarée en 2018), quelle que soit la date de début de mission (2018 ou avant 2018)

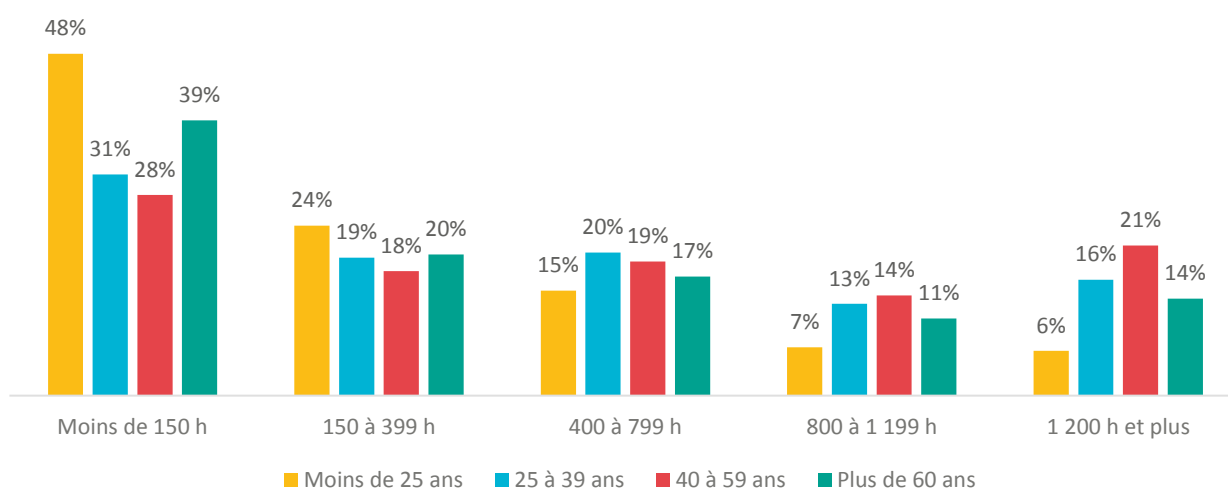
3.2 LES MISSIONS ET L'EMPLOI EN INTERIM EN 2018

Durée d'emploi en intérim par sexe en 2018 (part)

Ce graphique montre qu'à mesure que la durée d'emploi annuelle augmente, la population intérimaire devient plus masculine.



Durée d'emploi en intérim par âge en 2018 (part)



Note de lecture : 48% des moins de 25 ans ont travaillé moins de 150h sur l'année 2018.
21% des 40-59 ans et plus ont travaillé plus de 1200 heures en 2018.

3.3 LES SALARIES EN CDI INTERIMAIRE

Nombre de CDI intérimaires actifs par mois

Mois	Volume
janv-18	22 744
févr-18	23 621
mars-18	25 632
avr-18	26 966
mai-18	27 894
juin-18	28 737
juil-18	29 324
août-18	30 193
sept-18	31 328
oct-18	32 395
nov-18	33 365
déc-18	33 947

Source : Dares

Titre : Nombre d'intérimaires en fin de mois

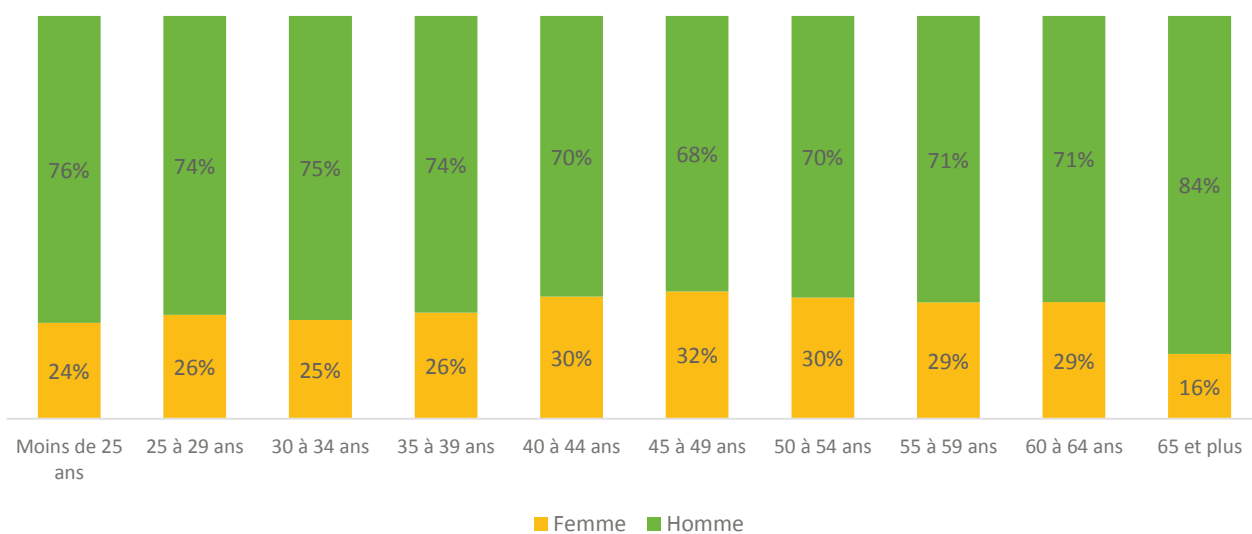
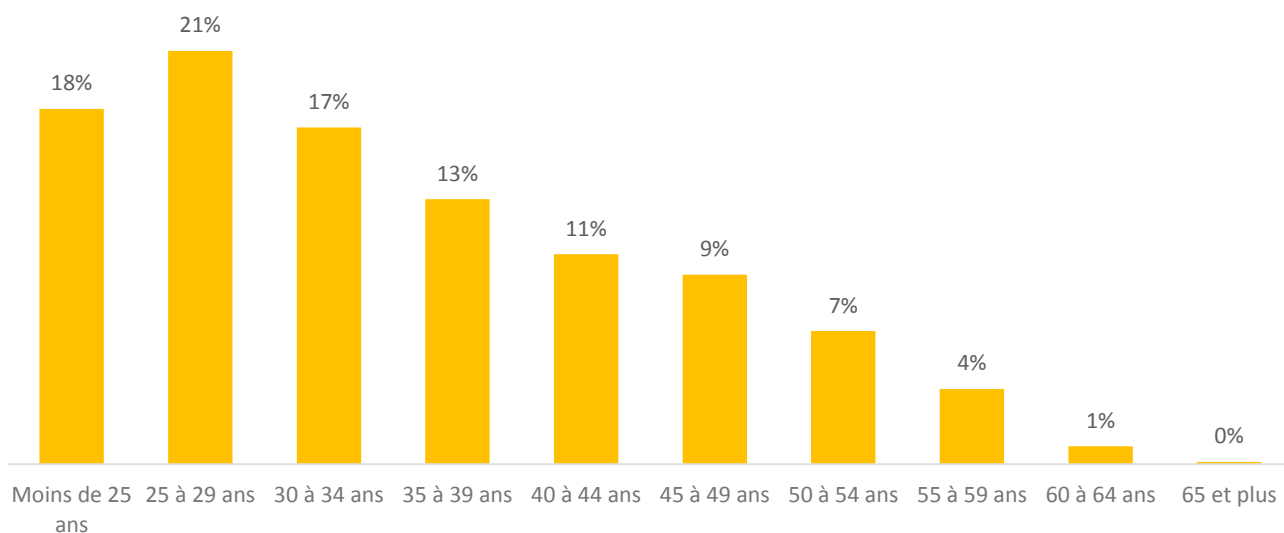
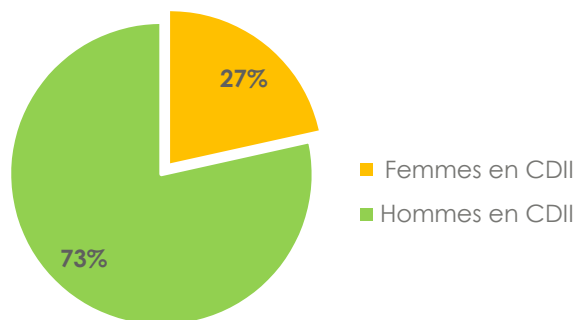
Type de données : données mensuelles brutes

Champ : CDI intérimaires en fin de mois (sur 5 jours pertinents)

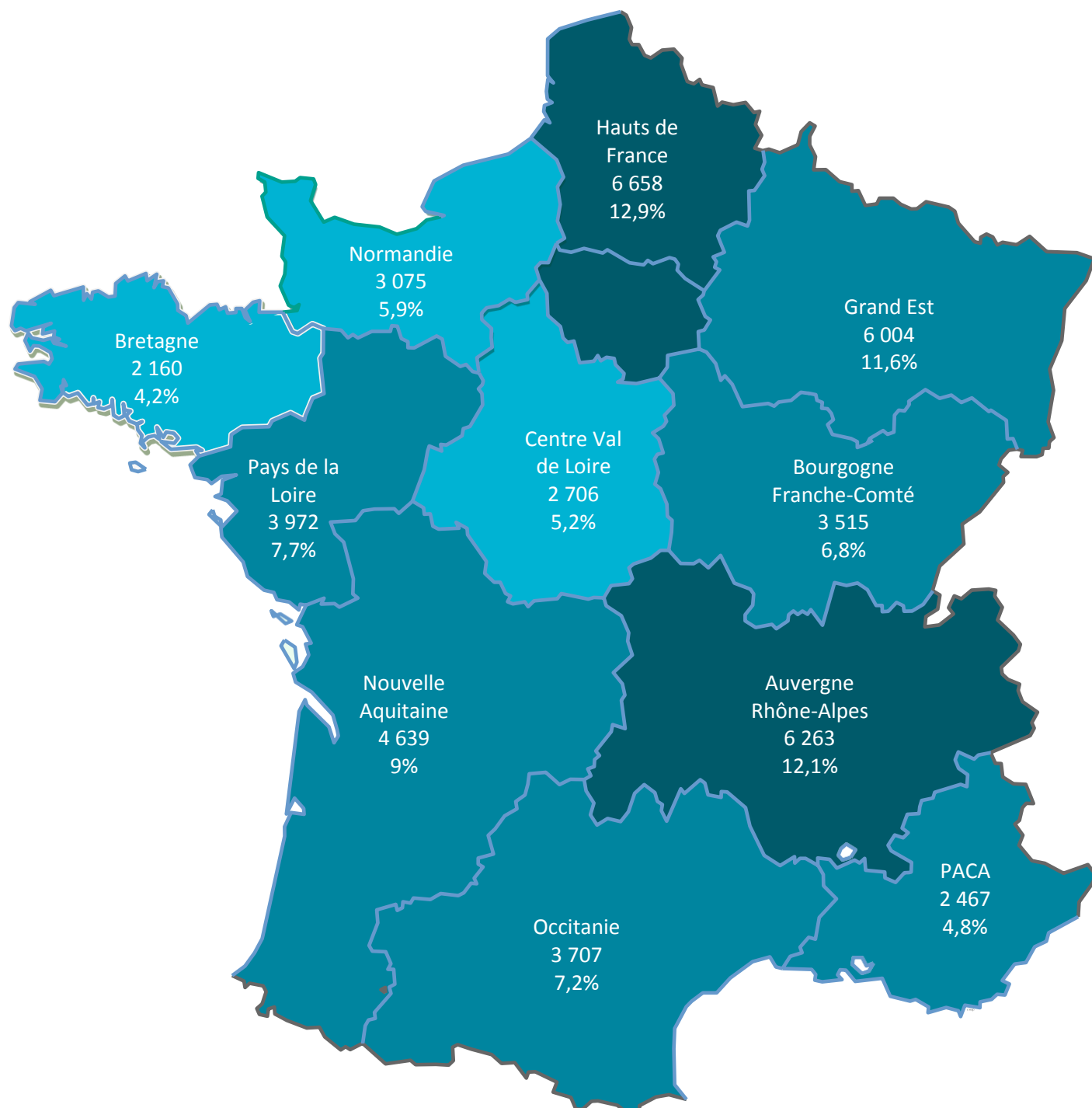
Source : Dares, exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Nombre de salariés en CDI par âge et par sexe en 2018

Près des 3/4 des salariés en CDI sont des hommes.



Nombre de salariés en CDI par région en 2018 (part)



3. ANNEXES

Les intérimaires par tranche d'âge et par région en 2018

Région	16 -18 ans	19-21 ans	22-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	50-54 ans	55-59 ans	60-64 ans	65-69 ans	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	13 704	71 110	55 968	59 007	42 683	34 805	28 665	27 097	20 826	12 721	5 717	2 315	374 618
Bourgogne-Franche-Comté	4 923	26 223	19 887	20 987	15 631	12 797	10 258	9 940	7 592	4 640	2 004	778	135 660
Bretagne	5 655	31 196	22 389	22 277	17 027	14 246	11 613	10 957	7 979	5 060	1 992	650	151 041
Centre-Val de Loire	4 566	24 844	18 992	20 358	15 155	12 496	10 473	9 970	7 472	4 864	1 986	661	131 837
Corse	127	763	490	488	345	300	266	296	269	185	61	31	3 621
Grand Est	7 014	39 671	33 946	37 667	27 745	22 729	18 114	17 018	12 965	8 307	3 653	1 395	230 224
Guadeloupe	86	903	1 107	1 472	975	753	594	655	539	390	138	23	7 635
Guyane	127	692	763	1 022	661	531	470	354	308	218	136	43	5 325
Hauts-de-France	7 335	48 371	41 796	45 443	34 050	26 464	19 864	17 174	12 373	7 488	2 477	817	263 652
Île-de-France	7 894	56 209	55 155	70 684	53 245	44 308	38 479	32 420	24 718	15 962	7 061	2 466	408 601
La Réunion	264	2 375	2 501	3 566	2 821	1 992	1 586	1 289	1 084	578	125	< 20 pers.	18 181
Martinique	137	1 082	1 217	1 539	1 035	701	529	611	545	408	152	39	7 995
Mayotte	< 20 pers.	35	94	166	101	71	38	21	< 20 pers.	< 20 pers.	< 20 pers.	-	526
Normandie	5 296	28 812	22 633	24 381	18 376	14 536	11 434	10 742	8 238	5 452	2 022	752	152 674
Nouvelle-Aquitaine	7 114	40 911	34 051	38 013	29 120	24 189	20 015	19 798	15 040	9 748	4 324	1 671	243 994
Occitanie	4 586	30 373	28 362	33 796	25 646	21 257	17 370	16 459	12 672	7 837	3 465	1 288	203 111
Pays de la Loire	7 747	38 585	28 467	29 923	23 051	19 147	15 547	14 185	10 773	6 604	2 432	758	197 219
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 305	28 196	26 015	30 258	22 695	18 126	15 074	14 353	11 762	7 246	3 539	1 623	183 192
Département non renseigné	244	1 853	2 203	3 551	3 481	3 270	3 313	3 294	2 828	1 709	665	125	26 536

Les intérimaires par tranche d'âge et par département en 2018

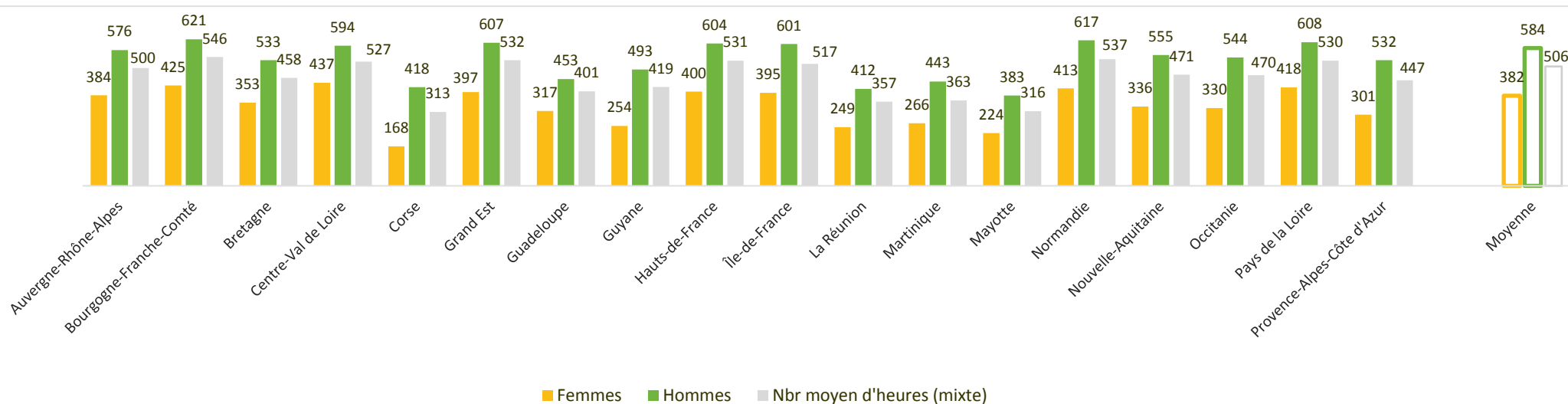
Département	16 -18 ans	19-21 ans	22-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	50-54 ans	55-59 ans	60-64 ans	65-69 ans	TOTAL
Ain	1 598	7 708	5 090	5 024	3 912	3 304	2 773	2 564	2 033	1 240	564	205	36 015
Aisne	656	4 056	3 342	3 644	2 841	2 278	1 839	1 669	1 277	847	302	85	22 836
Allier	353	2 027	1 629	1 774	1 461	1 162	964	1 000	778	487	196	87	11 918
Alpes-de-Haute-Provence	155	808	677	824	643	508	474	464	369	265	102	51	5 340
Alpes-Maritimes	690	5 029	4 667	5 697	4 416	3 634	3 092	2 949	2 600	1 682	922	538	35 916
Ardèche	526	2 551	1 813	1 928	1 480	1 263	1 056	1 025	815	532	201	63	13 253
Ardennes	258	1 480	1 325	1 651	1 306	1 024	800	768	609	428	138	37	9 824
Ariège	102	649	595	633	595	522	456	394	331	209	102	28	4 616
Aube	425	2 253	1 783	1 996	1 571	1 364	1 078	991	793	525	236	100	13 115
Aude	198	1 413	1 286	1 584	1 273	1 160	906	908	757	454	198	78	10 215
Aveyron	271	1 653	1 246	1 134	841	749	617	644	468	297	132	43	8 095
Bas-Rhin	1 792	9 332	8 146	8 879	6 205	5 455	4 366	4 099	3 022	1 878	869	295	54 338
Bouches-du-Rhône	2 052	13 314	12 654	14 359	10 339	7 922	6 440	6 099	4 882	2 981	1 341	603	82 986
Calvados	1 089	5 980	4 773	5 010	3 843	2 840	2 414	2 239	1 667	1 137	398	196	31 586
Cantal	159	923	589	597	404	345	331	351	280	176	99	31	4 285
Charente	502	2 642	2 096	2 386	1 884	1 528	1 235	1 314	968	645	263	86	15 549
Charente-Maritime	735	4 067	3 250	3 456	2 770	2 473	1 939	2 112	1 635	1 068	474	169	24 148
Cher	394	2 320	1 614	1 733	1 405	1 085	858	963	737	470	210	79	11 868
Corrèze	309	1 713	1 222	1 325	1 093	862	751	764	533	369	171	71	9 183
Corse-du-Sud	66	334	223	237	202	162	158	168	158	123	36	< 20 pers.	1 867
Côte-d'Or	768	4 627	3 733	3 859	2 850	2 191	1 770	1 689	1 299	838	396	179	24 199
Côtes-d'Armor	1 254	6 188	4 062	3 855	3 080	2 471	2 114	2 137	1 531	928	412	122	28 154
Creuse	91	521	387	414	330	260	239	220	187	139	68	46	2 902
Deux-Sèvres	832	3 917	2 666	2 782	2 180	1 779	1 388	1 361	1 037	638	287	98	18 965
Dordogne	495	2 526	1 900	2 108	1 592	1 383	1 201	1 249	948	664	282	131	14 479
Doubs	1 077	5 576	4 396	4 505	3 405	2 647	2 214	1 973	1 449	830	363	133	28 568
Drôme	884	4 881	3 714	3 762	2 865	2 355	1 860	1 977	1 480	923	405	138	25 244

Département	16-18 ans	19-21 ans	22-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	50-54 ans	55-59 ans	60-64 ans	65-69 ans	TOTAL
Essonne	1 186	8 539	7 491	9 174	7 221	5 956	5 112	4 257	3 032	1 902	803	258	54 931
Eure	1 177	6 180	4 507	4 681	3 625	3 104	2 356	2 299	1 901	1 187	419	133	31 569
Eure-et-Loir	651	3 694	2 651	2 926	2 155	1 855	1 578	1 520	1 141	715	245	78	19 209
Finistère	1 072	7 152	5 185	5 147	3 922	3 283	2 607	2 664	1 969	1 336	464	147	34 948
Gard	537	3 701	3 141	3 606	2 692	2 297	1 794	1 765	1 370	881	337	128	22 249
Gers	249	1 318	888	920	731	692	636	605	563	345	198	68	7 213
Gironde	1 583	10 977	10 477	12 004	8 607	6 990	5 677	5 312	3 986	2 490	1 158	479	69 740
Guadeloupe	86	903	1 107	1 472	975	753	594	655	539	390	138	23	7 635
Guyane	127	692	763	1 022	661	531	470	354	308	218	136	43	5 325
Haut-Rhin	914	5 254	4 689	5 473	4 067	3 375	2 766	2 525	1 867	1 117	530	184	32 761
Haute-Corse	61	429	267	251	143	138	108	128	111	62	25	< 20 pers.	1 723
Haute-Garonne	1 116	8 282	8 868	11 466	8 227	6 313	4 870	4 281	3 078	1 960	861	320	59 642
Haute-Loire	494	1 941	1 236	1 193	886	768	670	670	494	332	125	38	8 847
Haute-Marne	233	1 226	924	1 081	787	678	571	528	456	298	107	42	6 931
Haute-Saône	531	2 556	1 762	1 954	1 408	1 116	893	896	661	370	164	73	12 384
Haute-Savoie	1 334	6 334	4 872	5 351	4 072	3 373	2 843	2 596	2 077	1 351	631	268	35 102
Haute-Vienne	383	2 066	1 814	1 974	1 512	1 209	1 020	933	666	407	177	63	12 224
Hautes-Alpes	141	639	504	618	488	464	373	373	303	180	105	45	4 233
Hautes-Pyrénées	170	1 114	958	1 086	964	834	719	765	601	377	158	49	7 795
Hauts-de-Seine	516	4 117	4 581	6 613	4 765	3 932	3 280	2 870	2 224	1 497	676	293	35 364
Hérault	759	5 357	5 474	6 753	4 902	3 901	3 339	3 131	2 479	1 413	591	252	38 351
Ille-et-Vilaine	1 884	10 614	8 215	8 361	6 124	5 043	4 069	3 409	2 438	1 422	610	229	52 418
Indre	373	1 865	1 327	1 374	1 051	920	775	772	575	455	165	50	9 702
Indre-et-Loire	752	4 727	4 142	4 446	3 179	2 564	2 041	1 944	1 560	966	405	172	26 898
Isère	2 515	12 351	9 334	9 695	6 866	5 791	4 743	4 586	3 399	2 062	980	371	62 693
Jura	553	2 769	1 819	1 749	1 283	1 096	850	861	704	483	165	65	12 397
Landes	574	2 723	2 116	2 381	1 982	1 771	1 564	1 626	1 277	853	343	138	17 348

Département	16-18 ans	19-21 ans	22-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	50-54 ans	55-59 ans	60-64 ans	65-69 ans	TOTAL
Loir-et-Cher	751	3 497	2 419	2 616	1 959	1 680	1 480	1 428	1 113	763	306	86	18 098
Loire	1 601	7 842	5 990	5 893	4 085	3 262	2 802	2 732	2 138	1 236	539	222	38 342
Loire-Atlantique	2 364	13 005	10 581	11 935	8 980	7 159	5 719	5 063	3 905	2 182	812	277	71 982
Loiret	1 645	8 741	6 839	7 263	5 406	4 392	3 741	3 343	2 346	1 495	655	196	46 062
Lot	215	1 040	764	801	559	518	452	442	392	255	118	48	5 604
Lot-et-Garonne	448	2 773	2 037	2 287	1 868	1 526	1 352	1 269	1 019	660	323	114	15 676
Lozère	26	101	126	112	103	87	64	77	56	31	27	< 20 pers.	810
Maine-et-Loire	1 641	8 362	6 049	6 183	4 716	4 064	3 278	2 777	2 146	1 393	500	154	41 263
Manche	852	4 024	3 072	3 260	2 335	1 876	1 484	1 467	1 182	813	330	122	20 817
Marne	760	4 572	3 997	4 223	3 132	2 372	1 957	1 739	1 371	874	347	168	25 512
Martinique	137	1 082	1 217	1 539	1 035	701	529	611	545	408	152	39	7 995
Mayenne	897	4 035	2 704	2 408	1 909	1 562	1 275	1 234	850	510	229	67	17 680
Mayotte	< 20 pers.	35	93	166	101	71	37	21	< 20 pers.	< 20 pers.	< 20 pers.	-	524
Meurthe-et-Moselle	610	4 170	3 681	4 098	2 973	2 316	1 781	1 752	1 252	802	382	169	23 986
Meuse	240	1 392	924	999	701	617	500	473	399	268	122	45	6 680
Morbihan	1 445	7 242	4 927	4 914	3 901	3 449	2 823	2 747	2 041	1 374	506	152	35 521
Moselle	1 173	7 218	6 293	6 831	5 092	3 953	3 066	2 778	2 147	1 406	651	264	40 872
Nièvre	175	1 180	1 010	985	759	644	510	524	406	310	122	40	6 665
Nord	2 977	20 561	18 605	20 061	14 425	11 115	8 138	6 658	4 790	2 818	955	355	111 458
Oise	1 086	6 892	5 688	6 225	4 759	3 948	3 052	2 838	2 080	1 265	452	135	38 420
Orne	590	2 894	1 876	1 820	1 352	1 153	999	968	674	442	176	47	12 991
Paris	432	4 366	6 331	9 764	6 471	5 057	4 612	4 054	3 271	2 343	1 131	493	48 325
Pas-de-Calais	2 005	12 540	10 420	11 221	8 773	6 577	4 789	4 174	2 860	1 693	509	147	65 708
Puy-de-Dôme	727	4 326	3 585	4 026	2 852	2 328	1 928	1 876	1 352	815	359	165	24 339
Pyrénées-Atlantiques	687	3 997	3 466	3 937	3 099	2 588	2 147	2 275	1 702	1 124	473	167	25 662
Pyrénées-Orientales	204	1 440	1 609	1 890	1 687	1 485	1 253	1 316	1 011	611	267	77	12 850
Réunion	264	2 375	2 501	3 566	2 821	1 992	1 586	1 289	1 084	578	125	< 20 pers.	18 181

Département	16 -18 ans	19-21 ans	22-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	50-54 ans	55-59 ans	60-64 ans	65-69 ans	TOTAL
Rhône	2 811	16 976	15 523	16 899	11 705	9 096	7 136	6 199	4 799	2 764	1 261	576	95 745
Saint-Pierre-et-Miquelon	-	-	< 20 pers.	-	-	-	< 20 pers.	-	-	-	-	-	0
Saône-et-Loire	1 091	5 248	3 646	4 032	2 966	2 599	2 138	2 149	1 737	1 069	509	189	27 373
Sarthe	1 129	5 774	4 345	4 476	3 353	2 752	2 308	2 225	1 620	999	350	92	29 423
Savoie	702	3 250	2 593	2 865	2 095	1 758	1 559	1 521	1 181	803	357	151	18 835
Seine-et-Marne	1 881	10 990	8 654	10 014	7 480	6 183	5 102	4 420	3 201	2 065	779	267	61 036
Seine-Maritime	1 588	9 734	8 405	9 610	7 221	5 563	4 181	3 769	2 814	1 873	699	254	55 711
Seine-Saint-Denis	1 126	8 739	9 283	12 140	9 420	8 266	7 276	6 009	4 664	2 946	1 360	412	71 641
Somme	611	4 322	3 741	4 292	3 252	2 546	2 046	1 835	1 366	865	259	95	25 230
Tarn	396	2 227	1 787	2 017	1 564	1 366	1 157	1 109	818	550	234	94	13 319
Tarn-et-Garonne	343	2 078	1 620	1 794	1 508	1 333	1 107	1 022	748	454	242	97	12 346
Territoire de Belfort	206	1 238	1 213	1 433	988	819	641	602	434	245	95	26	7 940
Val-d'Oise	1 081	7 311	6 967	8 114	6 405	5 367	4 899	3 957	2 992	1 826	786	260	49 965
Val-de-Marne	663	5 377	5 734	7 757	5 921	4 807	4 180	3 468	2 738	1 759	784	241	43 429
Var	619	4 384	4 090	4 949	3 862	3 211	2 797	2 668	2 160	1 339	691	262	31 032
Vaucluse	648	4 022	3 423	3 811	2 947	2 387	1 898	1 800	1 448	799	378	124	23 685
Vendée	1 716	7 409	4 788	4 921	4 093	3 610	2 967	2 886	2 252	1 520	541	168	36 871
Vienne	475	2 989	2 620	2 959	2 203	1 820	1 502	1 363	1 082	691	305	109	18 118
Vosges	609	2 774	2 184	2 436	1 911	1 575	1 229	1 365	1 049	711	271	91	16 205
Yonne	522	3 029	2 308	2 470	1 972	1 685	1 242	1 246	902	495	190	73	16 134
Yvelines	1 009	6 770	6 114	7 108	5 562	4 740	4 018	3 385	2 596	1 624	742	242	43 910
Département non renseigné	244	1 853	2 203	3 551	3 481	3 270	3 313	3 294	2 828	1 709	665	125	26 536

L'intensité d'emploi en intérim par sexe et par région en 2018



Mayotte, population trop faible pour être statistiquement fiable

Si dans toutes les régions, l'intensité d'emploi en intérim des femmes est inférieure à celle des hommes, ces disparités peuvent être plus ou moins fortes.

C'est en Corse que la différence d'intensité d'emploi (en nombre d'heures⁴) est la plus marquée : les femmes y travaillent 250 heures de moins en moyenne par an que les hommes.

A l'inverse, c'est en Guadeloupe que le différentiel d'intensité d'emploi est le plus faible (135h).

En Métropole, c'est en région Centre Val de Loire que l'écart entre le volume moyen d'heures travaillées entre les hommes et les femmes est le plus faible (les femmes n'y travaillent « que » 157 heures de moins que les hommes).

Les heures travaillées par mois et par région (y compris outre mer) en 2018

Région	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Auvergne-Rhône-Alpes	13 581 963	15 573 174	15 411 668	15 945 210	16 908 310	18 404 902	14 234 538	15 333 852	17 406 414	16 207 932	13 911 699	14 210 890
Bourgogne-Franche-Comté	5 475 158	6 372 032	6 322 058	6 579 119	6 771 187	7 111 105	5 445 446	6 151 620	6 738 287	6 245 491	5 428 282	5 432 344
Bretagne	4 914 997	5 718 067	5 780 409	6 012 589	6 171 409	6 749 085	5 569 341	5 540 995	6 345 655	5 932 727	5 150 063	5 343 971
Centre-Val de Loire	4 937 589	5 796 925	5 794 097	6 049 633	6 224 238	6 865 641	5 650 154	5 690 749	6 293 476	5 965 135	5 038 277	5 175 749
Corse	69 802	83 976	91 927	98 499	110 709	123 885	100 135	97 618	106 281	98 710	74 839	78 493
Grand Est	8 842 106	10 212 653	10 330 975	10 641 882	11 095 361	12 020 668	9 954 890	10 340 883	11 353 091	10 532 152	8 496 371	8 717 169
Guadeloupe	203 292	238 760	245 580	261 825	257 975	267 490	289 983	238 012	283 343	244 226	252 156	277 605
Guyane	145 751	202 482	177 658	188 254	191 940	230 569	234 029	161 762	212 577	171 036	151 010	165 881
Hauts-de-France	9 902 223	11 614 175	11 609 968	12 211 842	12 510 553	13 531 937	11 651 103	11 473 682	12 613 675	12 145 457	10 381 114	10 251 848
Île-de-France	14 588 970	17 101 367	16 659 344	17 615 815	18 391 142	19 521 566	17 726 268	17 421 606	19 543 917	18 735 561	16 951 854	16 992 890
La Réunion	468 884	514 696	483 130	546 024	538 784	597 503	664 380	559 656	658 084	436 042	529 068	508 377
Martinique	191 869	238 307	232 829	232 411	236 973	252 960	281 573	227 344	256 157	255 600	241 172	250 824
Mayotte	8 634	6 492	9 155	11 222	17 771	13 158	16 495	18 319	18 598	18 727	13 947	19 558
Normandie	5 945 062	6 897 215	6 862 315	7 221 308	7 397 698	7 965 611	6 648 456	6 732 427	7 407 583	6 877 762	5 789 689	6 269 833
Nouvelle-Aquitaine	8 206 170	9 594 220	9 654 970	9 698 777	10 315 500	11 196 156	9 123 877	9 601 667	10 829 588	9 947 318	8 221 658	8 565 706
Occitanie	6 934 582	8 049 599	7 889 240	7 935 971	8 429 858	9 254 456	7 577 833	7 944 807	8 786 224	8 219 600	7 019 386	7 316 687
Pays de la Loire	7 797 696	9 076 074	8 961 872	9 147 936	9 548 455	10 109 359	7 557 037	8 419 532	9 581 368	8 900 325	7 487 005	7 971 060
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 816 798	6 753 751	6 758 089	7 169 058	7 380 997	7 911 478	6 771 627	6 676 837	7 410 537	6 934 047	6 025 440	6 352 613
Dpt non trouvé	1 282 987	1 516 961	1 486 166	1 561 644	1 672 915	1 732 870	1 333 170	1 632 132	1 993 198	1 970 419	1 590 252	1 793 951
Total	99 314 533	115 560 926	114 761 450	119 129 019	124 171 775	133 860 399	110 830 335	114 263 500	127 838 053	119 838 267	102 753 282	105 695 449

Répartition des intérimaires par classe d'âge et par tranche d'heures travaillées en 2018

Nb heures / Âge	16 à 18 ans inclus	19 à 21 ans inclus	22 à 24 ans inclus	25 à 29 ans inclus	30 à 34 ans inclus	35 à 39 ans inclus	40 à 44 ans inclus	45 à 49 ans inclus	50 à 54 ans inclus	55 à 59 ans inclus	60 à 64 ans inclus	65 ans et plus
Moins de 50 h	29 285	133 822	91 217	83 602	53 346	40 549	32 895	31 191	24 387	15 992	8 364	3 954
50 à 99 h	13 492	59 079	40 381	38 471	25 955	20 219	16 166	15 118	11 802	7 575	3 973	1 852
100 à 149 h	11 526	47 260	31 184	29 516	20 163	15 684	12 798	11 868	8 781	5 773	2 962	1 160
150 à 199 h	8 006	37 170	24 208	22 935	15 934	12 240	9 938	9 239	6 939	4 430	2 285	883
200 à 249 h	4 742	26 519	18 628	18 537	13 125	10 406	8 182	7 437	5 572	3 503	1 760	706
250 à 299 h	3 311	22 402	16 907	17 923	12 643	9 988	8 122	7 177	5 349	3 285	1 553	585
300 à 349 h	2 487	18 821	15 156	16 282	11 875	9 543	7 506	6 658	4 976	3 010	1 434	467
350 à 399 h	1 636	14 495	12 698	14 069	10 573	8 161	6 570	5 982	4 222	2 666	1 278	467
400 à 449 h	1 208	12 213	11 581	13 943	10 207	8 253	6 475	5 796	4 280	2 477	1 124	396
450 à 499 h	939	10 438	10 904	13 059	9 997	7 935	6 212	5 542	4 142	2 429	1 034	378
500 à 599 h	1 474	17 138	18 490	22 704	17 715	14 284	11 433	10 014	7 353	4 427	1 800	618
600 à 699 h	984	13 782	15 887	20 612	15 805	13 164	10 545	9 228	6 834	4 164	1 676	557
700 à 799 h	774	11 236	13 468	17 904	14 361	11 911	9 569	8 650	6 439	3 970	1 561	496
800 à 899 h	445	8 657	10 991	15 193	12 707	10 628	8 710	7 867	5 923	3 642	1 399	403
900 à 999 h	306	7 332	9 775	13 721	11 808	9 963	8 237	7 518	5 731	3 550	1 269	377
1 000 à 1 099h	195	5 940	8 571	12 402	10 730	9 227	7 624	7 088	5 411	3 306	1 118	321
1 100 à 1 199h	110	4 910	7 370	11 255	9 553	8 690	7 176	6 686	5 354	3 282	1 052	296
1 200 à 1 299 h	67	4 023	6 553	10 320	9 008	7 923	6 851	6 390	5 058	3 186	976	275
1 300 à 1 399 h	45	3 513	5 893	9 401	8 514	7 683	6 480	6 145	4 926	2 998	896	224
1 400 à 1 499h	28	3 140	5 518	8 762	8 142	7 207	6 466	6 085	4 838	2 945	881	235
1 500 à 1 599 h	27	3 040	5 405	8 559	7 946	7 284	6 452	6 067	4 860	3 148	864	212
1 600 à 1 699 h	<20	2 866	5 330	8 339	7 769	6 982	6 080	5 974	4 751	3 162	862	187
1 700 à 1 799h	<20	2 173	4 520	7 456	6 638	6 107	5 286	5 286	4 002	2 653	738	160
1 800 à 1 899h	<20	1 364	3 234	5 544	4 994	4 534	3 974	3 858	3 092	2 005	549	121
1900 et +	<20	871	2 167	4 089	4 335	4 153	3 955	3 769	2 972	1 841	543	124

Afin de traiter les données globalisées, les données inférieures à 20 ont été comptabilisées à 10

REGLES DE GESTION

Règles	Libellé de la règle	Descriptif des règles	Explications	Commentaires OIR / Inphotep
Règle 1	Périmètre des données	Toutes les missions , les intérimaires liés et entreprises liées qui comportent un nombre d'heures déclaré non nul .		Voir règle 6.
Règle 2	Notion de mission	Un "contrat" au sens de l'OIR est décrit par la clé suivante : id_interiminaire&siret_agence&date_debut&nature_contrat	Nous recevons des données à des fins d'assurance basées sur le nombre d'heures déclarées : la notion de "contrat d'intérim" n'est pas gérée dans nos données	
Règle 3	Reprises de données de 2015 : Dates de début	Les dates de début ont systématiquement été redressées au 01/01/2015	De nombreuses anomalies de dates (dates de début de mission / date de fin / date prévisionnelle...) en provenance des flux des ETT et présentes dans les flux de reprise en 2015 ne sont pas fiables : Années aberrantes (début de mission en 1928 ou en 2018...)	Voir règle 12.
Règle 4	Reprises de données de 2015 : Dates de fin	Les dates de fin de mission aberrantes ont été retraitées par exercice : en AAAA, toute date de fin supérieure au 31/12/AAAA est redressée au 31/12/AAAA.		
Règle 5	Reprises de données de 2015 : Date de naissance	Quelques dates de naissance sont également aberrantes (moins de 14 ans, plus de 75 ans...) : dans ce cas les intérimaires ont été classifiés dans les classes inférieures ou supérieures d'âges . Ex : un âge calculé à 1 an est intégré à la classe 16 ans à 19 ans		La date de naissance n'est pas utilisée.
Règle 6	Cohérence des heures déclarées	Un filtre a été positionné sur les heures à 0 : toutes les missions déclarées à 0 heures ont été supprimées du périmètre		Voir règle 12.
Règle 7	Cohérence des heures déclarées	Certains nombre d'heures déclarés sont des rectificatifs : ils peuvent avoir un montant positif ou négatif élevé (plusieurs milliers d'heures associés à un unique Id intérimaire) : Nous n'avons que très peu de moyen pour retrouver les lignes à corriger. Ces heures n'ont pas été redressées : les montants négatifs et positifs s'annulent en général et elles n'impactent que très marginalement les résultats.		A la marge. Pas de redressement en cas de correctif car difficulté de rattachement.
Règle 8	Calcul des âges	Les âges sont calculés annuellement au 31/12 de chaque année (âges par écart d'années)		
Règle 9	Départements et régions	Les régions et départements sont calculées avec les 2 ou 3 (DOM-TOM / Corse) premiers caractères des codes postaux . Les "NPAI" n'ont pas été exclus de la base. Les adresses hors de France ont été exclues (rubriques "Département non retrouvés")		
Règle 10	Sexe des intérimaires	Le genre des intérimaires n'est pas nécessaire à l'exploitation des données : nous avons utilisé la "Civilité" de l'adresse des intérimaires pour en déterminer le sexe . Une correction a été apportée lorsque cela était possible avec des données assurances plus fiables.		
Règle 11	Mois de paie	Le mois de paie structure les échanges des ETT avec la branche : les déclarations correspondent aux mois de paies déclarés. Un décalage entre la paie et les dates de missions ont parfois été constatés . Le seul redressement sur le mois de paie a consisté à caler la date au dernier jour du mois afin d'obtenir des dates homogènes dans la base (certains ETT déclarent des mois de paie au 15 du mois...)		
Règle 12	Date de début de mission	Toutes les dates de début de mission inférieures au 01/01/2015 ont été forcées au 01/01/2015		Voir règle 3

OBSERVATOIRE DE L'INTÉRIM ET DU RECRUTEMENT

Règle 13	Date de fin de mission	Si la date de fin de mission est manquante, que la date prévisionnelle de fin de mission est manquante mais qu'un motif de sortie est renseigné, on intègre le mois de paie comme date de fin de mission Si la date de fin de mission est manquante, que la date prévisionnelle de fin de mission est présente mais qu'un motif de sortie est renseigné, on intègre la date prévisionnelle de fin de mission comme date de fin de mission Pour chaque exercice, la date de fin de mission a été forcée au 31/12 de l'exercice si elle était positionnée dans un exercice futur . En effet, ceci doit permettre de garder la cohérence Dates vs Nbr d'heures (cf. règle sur le périmètre : Nous ne prenons en compte que les heures déclarées de l'exercice).		3 règles de gestion.
Règle 14	Date prévisionnelle de fin de mission	La date prévisionnelle de fin de mission est très peu exploitable : nous n'avons pas utilisé ce champs dans nos statistiques sauf pour corriger une date de fin de mission absente		
Règle 15	Population à plus de 414hrs	Afin de stabiliser la statistique et de la dissocier de la date d'observation, nous comptons ici sur le périmètre considéré, les intérimaires ayant atteint le seuil au 31/12 de l'exercice considéré. Si un intérimaire a atteint le seuil après le 31/12/2016, on ne le compte pas sur l'exercice 2016.	Sur le périmètre de l'exercice considéré, le nombre d'intérimaires ayant dépassés la limite des 414 hrs est variable en fonction de la date d'observation : ainsi, des intérimaires sous les 414 hrs en 2016 peuvent passer au dessus du seuil plusieurs mois après, inversement certains intérimaires étaient au dessus du seuil avant le 01/01/2016.	
Règle 16	Niveau de calcul des indicateurs	Les dénombrements (Intérimaires, Missions) sont réalisés en comptes distincts (Attention, à la bonne interprétation des chiffres : le cumul ne fait pas toujours le total . Pour exemple, un même intérimaire pourra être compté une fois dans chaque mois de paie. Il ne sera compté qu'une seule fois sur l'exercice)		IMPORTANT
Règle 17	Nombre de missions par intérimaire	Pour chaque ID intérimaire , nous comptons le nombre de clé mission distinct SUR LA PERIODE (Mois de paie / Année)		Clé de mission différente de clé de contrat.
Règle 18	Nombre d'employeurs par intérimaire	Pour chaque ID intérimaire , nous comptons le nombre de SIRET Agence distinct SUR LA PERIODE (Mois de paie ou Année selon les cas)		
Règle 19	Ecrêtement des valeurs aberrantes	Tout délai anormalement négatif a été mis à 0 (Ex : Date de fin de mission < Date de début) Les âges aberrants sont ramenés dans les classes d'âges extrêmes.	Incohérences de données : certaines données ne sont pas exploitées pour l'assurance de la branche. Si elles comportent des anomalies, elles ne seront pas rejetées. La priorité est en effet donnée à la gestion assurance. Par ailleurs, notamment en période de reprise ou aux mois de décembre ou janvier, des chargements "correctifs" peuvent être effectués par certains ETT. Ces correctifs ne sont pas forcément identifiables directement et intégrés tel-quels dans la base de déclaration. Vue la volumétrie des bases et des déclarations, ces anomalies n'impactent que très peu les données globales annuelles. (Moins de 1% en général au global)	
Règle 20	Données manquantes	En cas de données manquantes, (Département, genre...) les tableaux comportent une classe "Non renseignées".	idem ci-dessus	

EMPLOIS REPERES DE LA CLASSIFICATION

Article 3. LA GRILLE DE POSITIONNEMENT

La hiérarchie des emplois-repères de la profession et les évolutions proposées au sein de la branche, sont matérialisées sur une grille comportant 13 niveaux de A à M.

Filières :	Niveaux Emplois repères	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
Commercial	Assistant Cial													
	Cial agence(s)													
	Cial ad comptes													
Recrutement	Assistant recrutement													
	Chargé de recrutement													
	Consultant recrutement													
Emploi	Conseiller emploi													
Management opérationnel	Managers d'agence(s)													
	Resp. secteur / région, ...													
	Directeur opérations													
Gestion opérationnelle	Assistant de gestion													
	Chargé de gestion													
	Resp. gestion													
Support (présentes au siège et en réseau)	Assistant fonction support													
	Chargé fonction support													
	Expert fonction support													
	Resp. fonction support													
	Directeur fonction support													